Rapport
de
Débat d'Orientation Budgétaire
2024

Présenté en conseil communautaire le 15 février 2024

Le DOB est une étape obligatoire dans le cycle budgétaire des régions, départements, communes de plus de 3 500 habitants, des EPCI et syndicats mixtes comprenant au moins une commune de 3 500 habitants et plus. *(Art.L.2312-1, L.3312-1, L.4312-1, L.5211-36 et L5622-3 du CGCT).*

Préalablement au vote du budget primitif, le débat d'orientation budgétaire (DOB) permet de discuter des orientations budgétaires de la collectivité et d'informer sur sa situation.

SOMMAIRE :

1. Un contexte macroéconomique marqué par une baisse de l'inflation mais une situation dégradée pour les collectivités .....p 2 à 3
1.1. Le contexte économique national .....p 2 à 2
1.2. Le contexte économique local ..... p 3 à 3

2. Principales mesures de la LFI 2024 intéressant les collectivités locales ..... 4 à 5

3. Situation financière et orientations budgétaires de la CCSMS .....p 7 à 30
3.1. Résultats d'exercice 2023 .....p 7 à 21
3.2. Eléments déjà connus venant impacter les budgets 2024.....p 22 à 27
3.3. Arbitrages pour 2024 et années à venir .....p 28 à 30

1. Un contexte macroéconomique marqué par une baisse de l'inflation mais une situation dégradée pour les collectivités

(Sources : La Banque Postale, SVP, Caisse d'Epargne)

1.1 Le contexte économique national

La loi de finances pour 2024 a été élaborée de manière à amorcer un recul du déficit public tout en maintenant une politique d'investissement stratégique en matière de transition écologique et de soutien au pouvoir d'achat des ménages.

Les mesures les plus marquantes contenues dans la loi de finances pour 2024 concernent les particuliers, les entreprises, et la transition écologique.

Pour les particuliers, le barème de l'impôt sur le revenu est indexé sur l'inflation (+4,8 %), de même que les minima sociaux (+4,6 %) et les retraites (+5,2 %).

Pour les entreprises, l'Etat augmente les crédits pour les aides à l'embauche d'alternants. Parmi les autres mesures significatives, citons l'instauration d'un niveau minimal d'imposition de 15 % sur les bénéfices des entreprises multinationales implantées en France et des grands groupes nationaux.

Qualifié de « budget de transition », la loi de finances pour 2024 prévoit 40 milliards d'euros dédiés à la transition écologique, soit 7 milliards de plus qu'en 2023, un financement qui concernera aussi bien les particuliers que les entreprises et les collectivités territoriales. En particulier, des fonds seront investis pour la rénovation des logements et des bâtiments publics et privés. Un crédit d'impôt au titre des investissements dans l'industrie verte est également créé.

Enfin, s'agissant des budgets alloués aux différents ministères, les augmentations de crédits les plus significatives sont à mettre à l'actif de l'Education nationale (+3,9 milliards d'euros), et de la mission « Défense » (+3,3 milliards d'euros).

Les missions régaliennes de l'Etat (Intérieur, Justice) sont également abondées de crédits supplémentaires en vue de la sécurisation des Jeux Olympiques et Paralympiques de Paris 2024.
Qualifiées d' « optimistes », les hypothèses d'évolution des principaux indicateurs économiques retenues par le Gouvernement ont néanmoins été jugées sincères par le Conseil constitutionnel. L'objectif du Gouvernement est de ramener le déficit public sous la barre des 3 % à l'horizon 2027.

	2023	2024
Croissance	1,0%	1,4%
Déficit public	-4,9%	-4,4%
Inflation	4,9%	2,6%
Endettement en % du PIB	109,7%	109,7%

1.2 Le contexte économique local

L'année 2023 a marqué une véritable rupture pour la santé financière des collectivités territoriales, confrontées à une forte inflation de leurs dépenses et à des recettes, en particulier fiscales, plus faibles qu'espérées.

Ce sont principalement les fortes hausses des charges à caractère général (+ 9,5 % au niveau du bloc communal – communes et intercommunalités) et des dépenses de personnel (+ 5,1 %) qui expliquent « **l'effet de ciseau** » sur l'épargne dans la plupart des catégories et strates de collectivités en 2023 :

	Evº des dépenses de fonctionnement	Evº des recettes de fonctionnement
COMMUNES	+ 5,5 %	+ 4,3 %
INTERCOMMUNALITES	+ 5,6 %	+ 4,9 %

Par ailleurs, la loi de programmation des finances publiques pour la période 2023 – 2027, adoptée elle aussi en décembre dernier, ne contient plus de mesures coercitives pour les collectivités, de type « contrats de Cahors ». Toutefois, elle fixe un objectif aux collectivités territoriales : leurs dépenses de fonctionnement ne doivent pas excéder l'inflation – 0,5 %. Dans leur rapport d'orientation budgétaire, les collectivités doivent présenter leurs objectifs concernant l'évolution de leurs dépenses réelles de fonctionnement pour leur budget principal et pour chacun de leurs budgets annexes.

Ci-dessous, les mesures de l'Etat visant à soutenir les collectivités locales au regard des prix élevés de l'électricité en 2024 :

FILET DE SECURITE	La LFI pour 2024 *ne prévoit pas* la création d'un nouveau filet de sécurité pour 2024.
BOUCLIER TARIFAIRE	**Le dispositif de plafond de prix à 280€/MWh est prolongé cette année.** Il sera étendu aux petits consommateurs professionnels (y compris les collectivités territoriales) ayant une puissance souscrite inférieure à 36 kVA, pour tous les contrats signés avant le 30 juin 2023.
AMORTISSEUR ELECTRICITE	Reconduit en 2024 dans les conditions suivantes : - Seuil de déclenchement de la prise en charge à 250€/MWh (contre 180€/ MWh en 2023) ; - Pas de plafonnement (plafond de 500€/MWh en 2023) ; - Taux de couverture de la facture de 75% (contre 50 % en 2023).

2. Principales mesures de la LFI 2024 intéressant les collectivités locales

ARTICLE 73	Harmonisation des dispositifs de zonage dans les territoires ruraux et création au 1er juillet 2024 du zonage « France Ruralité Revitalisation », qui remplacera les ZRR, BER et les zones de revitalisation du commerce en milieu rural. Prorogation des zonages existants pour les quartiers urbains et les territoires en reconversion industrielle.
ARTICLE 129	Lancement au plus tard le 1er juin 2024 de l'expérimentation d'un service de télédéclaration centralisé de la taxe de séjour par les plateformes numériques de réservation d'hébergement, mis en œuvre par l'administration fiscale.
ARTICLE 130	Augmentation de 320 millions d'euros de la dotation globale de fonctionnement (DGF).
ARTICLE 132	Mise en place d'une dotation d'Etat pérenne visant à compenser la perte de taxe d'habitation sur les logements vacants instituée par les communes et intercommunalités passées en zones dites « tendues ».
ARTICLE 138	Mise en place d'un dispositif de lissage des pertes importantes de bases et de produit de TFPB pris en charge par le budget de l'Etat, visant les communes et EPCI enregistrant des pertes fiscales significatives d'une année sur l'autre.
ARTICLE 140	Mise en place d'une taxe additionnelle de 200 % à la taxe de séjour ou à la taxe de séjour forfaitaire perçue par les collectivités d'Île-de-France. Le produit de cette taxe devra être reversé à Île-de-France Mobilités.
ARTICLE 143	Maintien du caractère facultatif des exonérations de TFPB sur les logements « anciens » ayant fait l'objet de travaux de rénovation énergétique et sur les logements neufs présentant une performance énergétique élevée (1383-0 B et 1383-0 B bis du CGI).
ARTICLE 150	Dispositions nouvelles sur la TEOM : - Les EPCI pourront instituer la part de tarification incitative de la taxe uniquement sur les territoires des communes qui disposent d'une proportion de logements collectifs inférieure à 20 % ; - Les EPCI issus de fusion pourront conserver les modes de financement du service public d'enlèvement des ordures ménagères qui existaient avant la fusion.
ARTICLE 151	Assouplissement des règles de lien entre les taux, notamment pour voter le taux de taxe d'habitation sur les résidences secondaires. L'article vise en particulier les communes et EPCI dont le taux de taxe d'habitation sur les résidences secondaires est inférieur à 75 % de la
	moyenne.

ARTICLE 152	Actualisation sexennale des valeurs locatives des locaux professionnels repoussée à 2026.
ARTICLE 191	Obligation pour les collectivités et groupements de plus de 3 500 habitants de présenter dans une annexe à leur compte administratif 2024 les dépenses d'investissement qui contribuent positivement ou négativement (ou qui sont neutres) à tout ou partie des objectifs de transition écologique.
ARTICLE 192	Possibilité pour les collectivités de plus de 3 500 habitants d'identifier et d'isoler la part de leur endettement consacré à financer des investissements concourant à la transition écologique.
ARTICLE 205	Obligation de mise en place du compte financier unique au plus tard au cours de l'exercice 2026.
ARTICLE 240	Augmentation de l'enveloppe de DGF du bloc communal de 320 M€ : - 90 M€ en + pour la dotation d'intercommunalité - 60 M€ en – pour la dotation de compensation des EPCI (par hypothèse : -1,5 %) - 150 M€ en + pour la dotation de solidarité rurale - 140 M€ en + pour la dotation de solidarité urbaine Création d'une garantie de sortie égale à 50 % du montant perçu l'année précédente pour les communes perdant le bénéfice de la part majoration de la dotation nationale de péréquation. 60 % des communes devraient connaître un maintien ou une hausse de leur DGF en 2024. La dotation d'intercommunalité des EPCI pourra augmenter de 20 % d'une année sur l'autre (contre 10 % maximum jusqu'ici).
ARTICLE 241	Les délibérations visant une répartition dérogatoire du FPIC produiront désormais leurs effets de manière pluriannuelle.
ARTICLE 243	La dotation « biodiversité » devient la dotation de soutien aux communes pour les aménités rurales ; son enveloppe passe de 41,6 à 100 millions d'euros. A compter de 2024, toutes les communes rurales au sens de l'INSEE, dont une partie « significative » du territoire est couverte par une aire protégée, ou qui jouxte une aire marine protégée, pourront bénéficier de cette dotation.
ARTICLE 247	Elargissement de la dotation particulière « élu local » à l'ensemble des communes de moins de 1 000 habitants, sans condition de potentiel financier.
ARTICLE 248	Mesures spécifiques pour la DGF des communes nouvelles : - Dotation d'amorçage de 15€/hab. les trois premières années ; - Garantie de non-baisse de la DGF au-delà du pacte de stabilité.

Calendrier budgétaire 2024

31 décembre 2023	Clôture de l'exercice budgétaire 2022 Date limite d'adoption des décisions modificatives relatives à l'exercice N-1 *(art. L.1612-11 du CGCT)*
21 janvier 2024	Date limite pour l'ajustement des crédits de fonctionnement pour régler les dépenses engagées avant le 31 décembre N-1 et inscrire les crédits nécessaires à la réalisation des opérations d'ordre entre les deux sections du budget précédent *(art. L.1612-11 du CGCT)*
31 janvier 2024	Date limite de mandatement et d'émission des titres de recettes pour les dépenses et les recettes de la section de fonctionnement et les opérations d'ordre budgétaire au titre de N-1 (journée complémentaire)
15 avril 2024	Date limite de vote du budget primitif après organisation d'un débat d'orientation budgétaire dans les 2 mois précédents *(art. L.1612-2 du CGCT)* (10 semaines pour les régions). Dans le cas où toutes les informations indispensables au vote du budget primitif ne sont pas fournies, un délai de 15 jours supplémentaires à compter de la diffusion de ces informations est accordé *(art. L.1612-2 du CGCT)*
1er mai 2024	Date limite de transmission par le receveur municipal du compte de gestion N-1 au conseil municipal pour les communes dont le budget N-1 a été réglé et rendu exécutoire par le préfet suite à un vote initial en déséquilibre *(art. L.1612-9 du CGCT)*
15 juin 2024	Date limite d'adoption des comptes administratifs et budgets primitifs pour les collectivités dont le budget N-1 a été réglé et rendu exécutoire par le préfet en cas de renouvellement des organes délibérants
30 juin 2024	Date limite de vote du compte administratif N-1 *(art. L.1612-12 du CGCT)*
15 juillet 2024	Date limite de transmission du compte administratif N-1 au préfet *(art. L.1612-13 du CGCT)*
31 décembre 2024	Clôture de l'exercice budgétaire 2023

3. LE CONTEXTE DE LA CCSMS ET LES PERSPECTIVES FINANCIERES

A ce jour les résultats du compte administratif 2023 ne sont pas définitifs mais les premiers résultats nous donnent un aperçu significatif des dépenses et recettes de fonctionnement.

Situation financière et orientations budgétaires

La CCSMS disposait en 2017 de 8 budgets, en 2018 un 9ème budget a été créé, le budget GEMAPI et un 10ème budget en 2021, le budget Pépinière d'Entreprises.

Le traité de concession signé avec la SEBL pour l'aménagement de la ZAC des Terrasses a pris fin les 31/12/2022, le budget ZAC des Terrasses n'a pas pu être clôturé en 2023 mais le sera en 2024.

Principes d'analyse financière des collectivités locales

La capacité de désendettement (Encours de dette / Epargne brute ou CAF) :

Ce ratio exprime le nombre d'années théoriques qu'il faudrait pour rembourser l'intégralité de sa dette si la collectivité y consacrait la totalité de son autofinancement disponible.

C'est un indicateur d'équilibre global qui mesure la capacité de la collectivité à rembourser

Plus que le niveau à un instant T, c'est l'évolution de cet indicateur qui compte.

Des collectivités peuvent très bien fonctionner avec un ratio en permanence à 10 ans. Par contre passer d'un ratio de 2 années à 6 années en peu de temps est plus préoccupant.

La trajectoire financière de la CC SMS

FONCTIONNEMENT

	2020	2021	2022	2023
Dépenses de fonctionnement (1)	**8 111 522,00 €**	**8 409 336,66 €**	**8 808 221,71 €**	**9 536 410,78 €**
Achats et charges externes	1 357 479,64 €	1 639 938,99 €	1 427 963,30 €	1 629 718,00 €
Frais de personnel	2 996 905,18 €	3 372 072,12 €	3 546 607,33 €	3 981 000,00 €
Charges financières	143 209,88 €	142 410,35 €	138 479,34 €	134 000,00 €
Dépenses d'intervention	2 616 970,98 €	1 922 519,96 €	2 208 112,85 €	2 367 084,78 €
Autres dépenses de fonctionnement	996 956,32 €	1 332 395,24 €	1 487 058,89 €	1 424 608,00 €
Recettes de fonctionnement (2)	**9 938 391,10 €**	**10 436 474,95 €**	**10 673 890,54 €**	**11 470 535,70 €**
Impôts et taxes	11 767 924,10 €	9 286 895,64 €	10 778 482,26 €	11 740 409,00 €
Impôts locaux	10 656 296,31 €	8 618 614,35 €	8 843 458,85 €	9 543 409,00 €
731. Impôts locaux.	10 624 576,00 €	8 699 115,00 €	8 944 610,00 €	9 648 898,00 €
732. Fiscalité reversée.	42 509,00 €	75 633,00 €	40 511,00 €	40 511,00 €
7391. Reversement et restitutions sur impôts locaux.	-10 788,69 €	-156 133,65 €	-141 662,15 €	-146 000,00 €
7392. Prélèvements pour reversements de fiscalité.	-7 221 366,92 €	-7 087 011,00 €	-7 606 764,00 €	-8 032 088,00 €
Autres impôts et taxes	1 111 627,79 €	668 281,29 €	1 935 023,41 €	2 197 000,00 €
Concours de l'état	2 683 472,70 €	4 238 181,47 €	4 936 575,37 €	5 094 214,70 €
Subventions reçues et participations	446 243,98 €	385 191,94 €	294 608,86 €	270 000,00 €
Ventes de biens et services	1 734 333,46 €	2 197 493,90 €	1 946 244,44 €	2 260 000,00 €
Autres recettes de fonctionnement	527 783,78 €	1 415 723,00 €	324 743,61 €	138 000,00 €
Épargne brute (3) = (2) - (1)	**1 826 869,10 €**	**2 027 138,29 €**	**1 865 668,83 €**	**1 934 124,92 €**
Épargne nette = (3) - (8)	**1 063 226,45 €**	**1 197 898,97 €**	**982 313,58 €**	**1 046 691,20 €**
Ratios				
Taux d'épargne brute = (3) / (2)	18,38%	19,42%	17,48%	16,86%
Taux d'épargne nette = [(3) - (8)] / (2)	10,70%	11,48%	9,20%	9,13%

Epargne brute = Différence entre les recettes et les dépenses de fonctionnement.
L'épargne brute représente le socle de la richesse financière.

Epargne nette = Epargne brute ôtée du remboursement du capital de la dette.
L'épargne nette permet de mesurer l'équilibre annuel.
Une épargne nette négative illustre une santé financière dégradée.

Les achats et charges externes progressent de 14%, les frais de personne de 12 % et les dépenses d'intervention de 7%.
Les recettes fiscales augmentent grâce à la CVAE, la CFE et l'IFER avec un retour au niveau de 2019 de la TASCOM.
L'augmentation de la TLCFE n'a que peu d'impact sur les résultats étant donné qu'elle est reversée à 90% aux communes.

On remarque ici que les 2 épargnes du budget principal devraient être en hausse en 2023 leur niveau restant cependant en dessous de celui de 2021.
Cette hausse est liée à la hausse des recettes, les dépense étant en hausse plus limitée par rapport à 2022.

On notera cependant que la baisse des taux d'épargne se poursuit en 2023 mais que cette baisse est plus limitée que celle de 2022.

La trajectoire financière de la CC SMS

INVESTISSEMENT

	2020	2021	2022	2023
Épargne brute (3) = (2) - (1)	**1 826 869,10 €**	**2 027 138,29 €**	**1 765 508,83 €**	**1 934 124,92 €**
Épargne nette = (3) - (8)	**1 063 226,45 €**	**1 197 898,97 €**	**882 153,58 €**	**1 046 691,20 €**
Dépenses d'investissement hors remboursements (4)	**4 039 810,60 €**	**2 136 976,55 €**	**1 591 216,04 €**	**1 769 221,34 €**
Dépenses d'équipement	**1 393 021,03 €**	**1 911 066,28 €**	**629 355,78 €**	**936 748,48 €**
Subventions d'équipement versées	**2 646 789,57 €**	**5 601,47 €**	**81 860,26 €**	**245 070,42 €**
Autres dépenses d'investissement	**0,00 €**	**220 308,80 €**	**880 000,00 €**	**587 402,44 €**
Recettes d'investissement hors emprunts (5)	**603 343,92 €**	**1 052 672,60 €**	**1 492 204,51 €**	**638 540,19 €**
10222. Fonds de compensation pour la TVA...	20 798,65 €	421 958,15 €	102 478,98 €	69 127,99 €
Autres dotations et subventions d'équipement	571 545,27 €	617 418,36 €	366 246,57 €	396 063,12 €
Autres recettes d'investissement	11 000,00 €	13 296,09 €	1 023 478,96 €	173 349,08 €
Dépenses totales hors remboursements (6) = (1) + (4)	**12 151 332,60 €**	**10 546 313,21 €**	**10 399 437,75 €**	**11 305 632,12 €**
Recettes totales hors emprunts (7) = (2) + (5)	**10 541 735,02 €**	**11 489 147,55 €**	**12 065 935,05 €**	**12 109 075,89 €**
Capacité ou besoin de financement = (7) - (6)	**-1 609 597,58 €**	**942 834,34 €**	**1 666 497,30 €**	**803 443,77 €**
Remboursements de dette (8)	763 642,65 €	829 239,32 €	883 355,25 €	887 433,72 €
Emprunts (9)	0,00 €	2 000 000,00 €	0,00 €	0,00 €
GAD	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
Flux net de dette = (9) - (8)	**-763 642,65 €**	**1 170 760,68 €**	**-883 355,25 €**	**-887 433,72 €**
Dépenses totales (10) = (6) + (8)	12 914 975,25 €	11 375 552,53 €	11 282 793,00 €	12 193 065,84 €
Recettes totales (11) = (7) + (9)	10 541 735,02 €	13 489 147,55 €	12 065 935,05 €	12 109 075,89 €
Variation du fonds de roulement = (11) - (10)	**-2 373 240,23 €**	**2 113 595,02 €**	**783 142,05 €**	**-83 989,95 €**
Dette au 31 décembre (12) (d)	**12 300 612,06 €**	**13 457 017,81 €**	**12 998 712,56 €**	**12 111 278,84 €**
Ratios				
Taux d'épargne brute = (3) / (2)	**18,38%**	**19,42%**	**16,70%**	**16,86%**
Taux d'épargne nette = [(3) - (8)] / (2)	**10,70%**	**11,48%**	**8,34%**	**9,13%**
Taux d'endettement = (12) / (2)	**124%**	**129%**	**123%**	**106%**
Capacité de désendettement = (12) / (3)	**6,7**	**6,6**	**7,4**	**6,3**

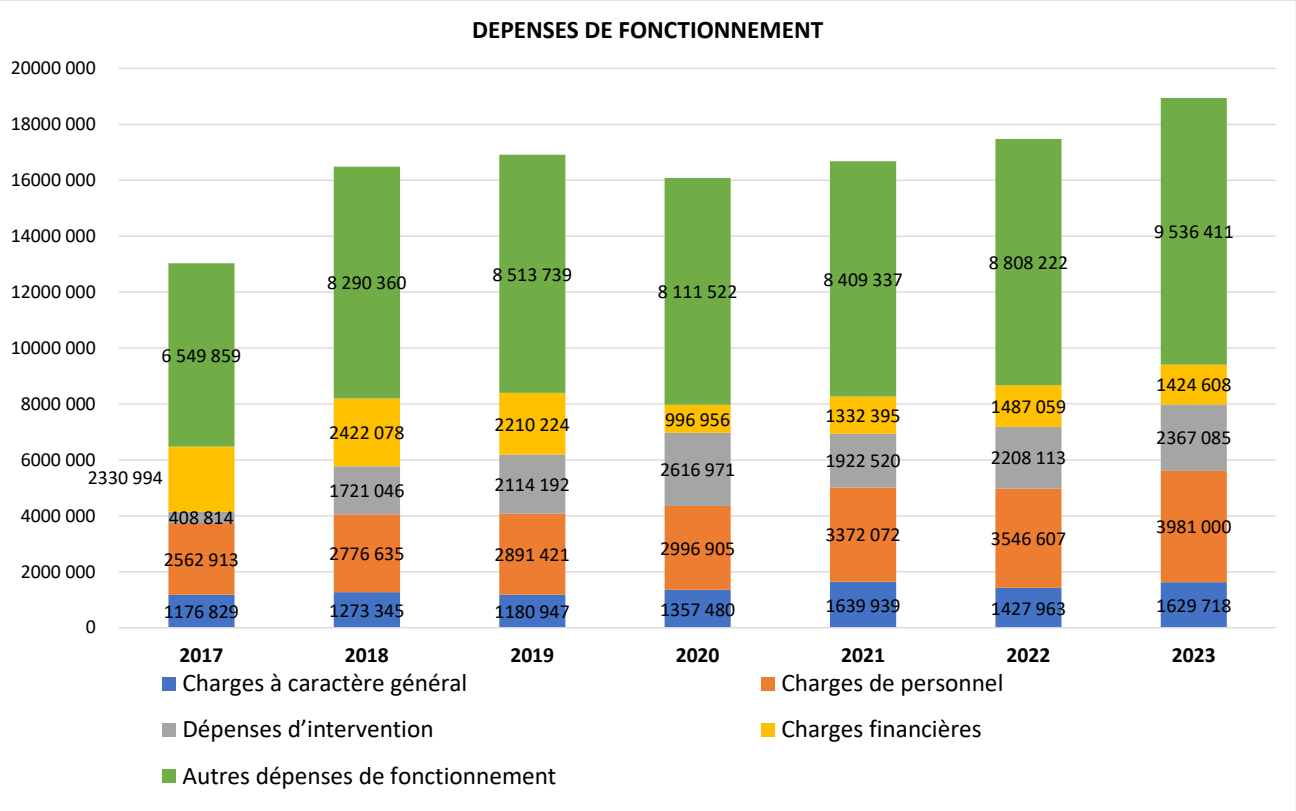
Les dépenses d'équipement sont en hausse par rapport à 2022 mais nettement inférieures à celles de 2020 et 2021.
On notera la progression du versement des subventions d'équipement (Fonds de Concours).

Les recettes d'investissement reviennent à leur niveau de 2021 avec une capacité de financement de plus de 800 000 € mais une variation négative du fonds de roulement.

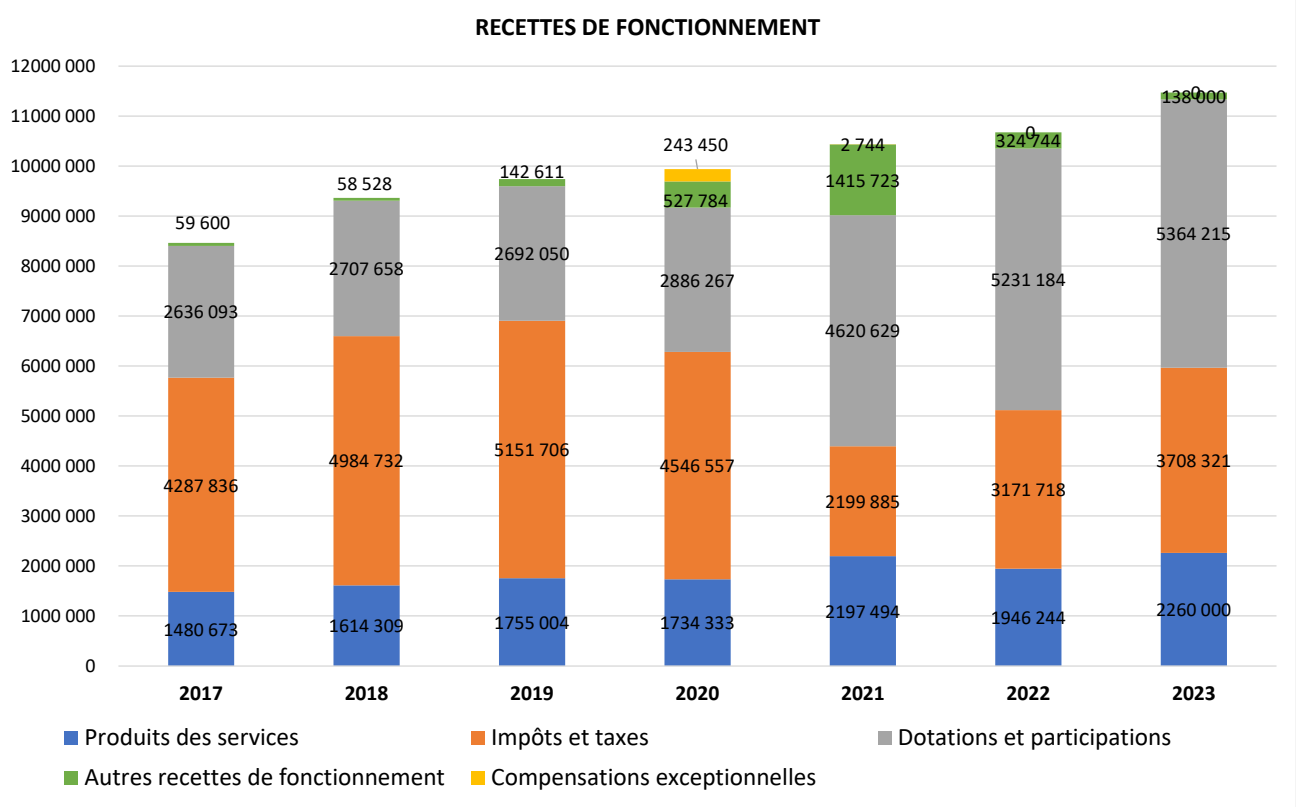
Le taux d'endettement (dette / recettes réelles de fonctionnement) est en baisse par rapport à 2022 mais reste supérieur à 100 %.

La capacité de désendettement passerait à nouveau en-dessous de 7 ans en 2023.

Les graphiques ci-dessous donnent une vision synthétique de l'évolutions des principaux postes de dépenses et de recettes de fonctionnement.

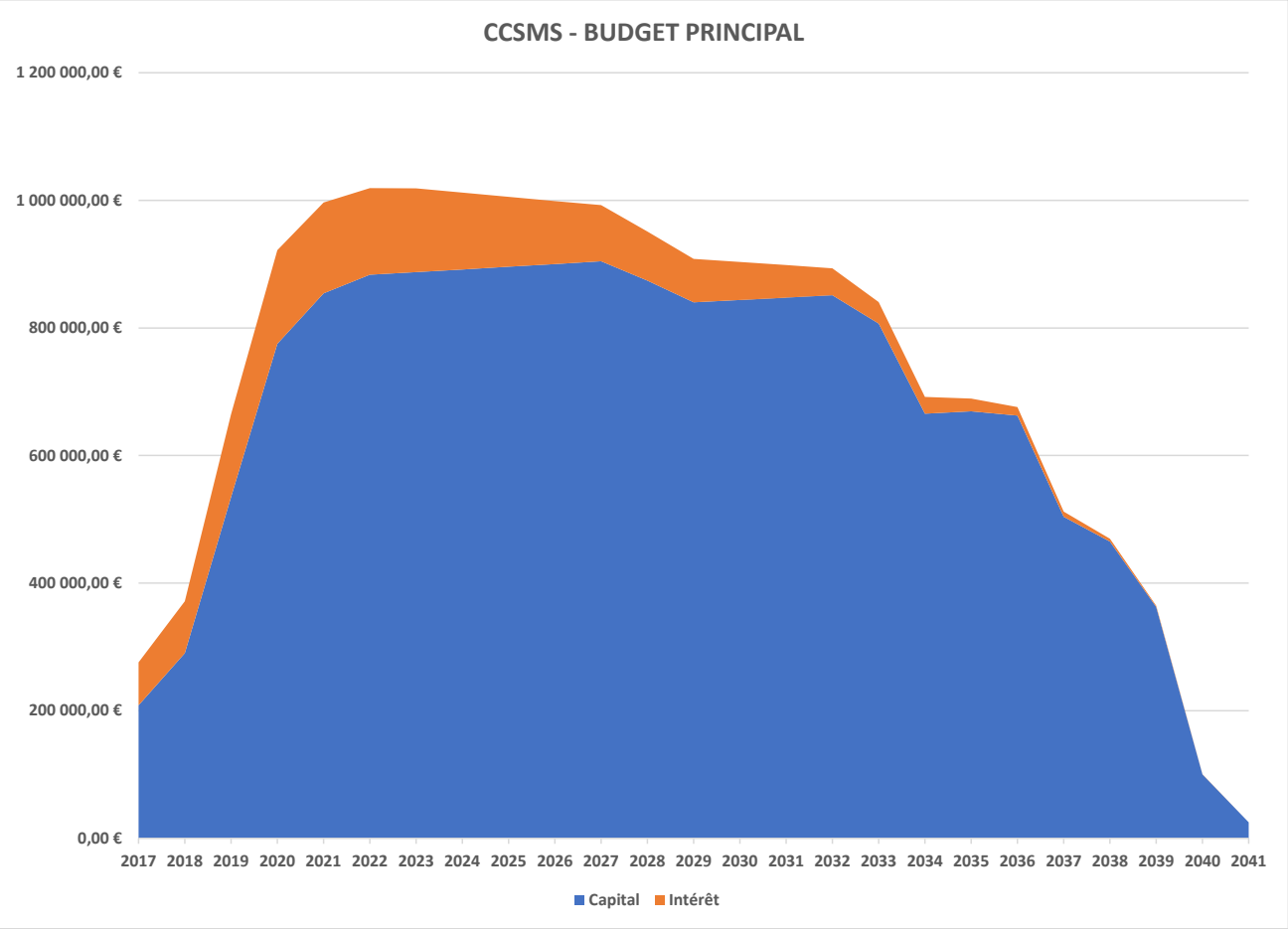


On remarquera que le retour au niveau de 2021 des charges à caractère général ne permet pas de compenser la hausse des autres postes de dépenses.



On remarque nettement le transfert des recettes fiscales dans les dotations et participation.
La progression des impôts et taxes entre 2021 et 2022 est due au retour à la normale des recettes de taxe de séjour. 2021.

Pour compléter l'analyse, voici également les remboursements annuels du budget principal sur la période 2017- 2041.



En l'état actuel de la dette les remboursements annuels ne baisseront pas sensiblement avant 2028 avec un second palier à compter de 2034 et surtout à partir de 2037.
Le montant des remboursements annuel est donc quasi constant entre 2021 et 2032.

Ratios :

RATIOs 2022	CCSMS	PANEL
1 - Dépenses réelles de fonctionnement / population	436,00 €	464,69 €
2 - Produit des impositions directes / population	36,00 €	36,50 €
3 - Recettes réelles de fonctionnement / population	487,00 €	528,13 €
4 - Dépenses d'équipement brut / population	101,00 €	108,50 €
5 - Encours de la dette / population	919,00 €	546,25 €
6 - Dotation globale de fonctionnement / population	41,00 €	42,69 €
7 - Dépenses de personnel / dépenses réelles de fonctionnement	17,45%	24,14%
9 - Dépenses réelles de fonctionnement et remboursement annuel de la dette en capital / recettes réelles de fonctionnement	99,10%	96,96%
10 - Dépenses d'équipement brut / recettes réelles de fonctionnement	20,93%	21,92%
11 - Encours de la dette / recettes réelles de fonctionnement	188,73%	109,41%
Capacité d'autofinancement = CAF (en % des produits)'	19,17%	18,29%

Les ratios 5, 9 et 11 ci-dessus montrent bien l'impact de la dette sur les comptes de la CCSMS.

CA Prévisionnels 2023
Budget Principal et Annexes

	PRINCIPAL	BATIMENTS	TRANSPORT	ZA	ZAC	TOURISME
Investissement						
Titres	2 327 956,87 €	797 891,39 €	54 422,88 €	1 388 949,20 €	0,00 €	583 028,02 €
Mandats	3 107 245,20 €	433 741,27 €	38 314,00 €	1 253 918,14 €	0,00 €	533 844,15 €
Solde d'execution comptable	**-779 288,33 €**	**364 150,12 €**	**16 108,88 €**	**135 031,06 €**	**0,00 €**	**49 183,87 €**
solde N-1 reporté (R001)	*3 352 117,95 €*	*481 767,37 €*	*-94 809,42 €*	*-1 388 949,20 €*	*-300 000,00 €*	*-72 070,26 €*
Solde d'execution cumulé	**2 572 829,62 €**	**845 917,49 €**	**-78 700,54 €**	**-1 253 918,14 €**	**-300 000,00 €**	**-22 886,39 €**
RAR Dépenses	**2 689 680,00 €**	**128 500,00 €**	**0,00 €**	**0,00 €**	**0,00 €**	**69 500,00 €**
RAR Recettes	**778 500,00 €**	**64 408,00 €**	**0,00 €**	**0,00 €**	**0,00 €**	**286 200,00 €**
Dont Emprunt						
Besoin de financement cumulé	**-661 649,62 €**	**-781 825,49 €**	**78 700,54 €**	**1 253 918,14 €**	**300 000,00 €**	**-193 813,61 €**
Solde d'exécution budgétaire	**661 649,62 €**	**781 825,49 €**	**-78 700,54 €**	**-1 253 918,14 €**	**-300 000,00 €**	**193 813,61 €**
Fonctionnement						
Titres	24 484 204,45 €	909 414,00 €	1 057 670,09 €	1 636 070,14 €	0,00 €	957 371,04 €
Mandats	23 872 781,05 €	947 610,64 €	1 056 883,89 €	1 624 029,86 €	0,00 €	1 032 572,75 €
Résultat comptable	**611 423,40 €**	**-38 196,64 €**	**786,20 €**	**12 040,28 €**	**0,00 €**	**-75 201,71 €**
solde N-1 reporté (R002)	*3 429 964,72 €*	*1 618 986,33 €*	*-1 965,44 €*	*0,00 €*	*0,00 €*	*188 067,81 €*
Résultat cumulé fonctionnement	**4 041 388,12 €**	**1 580 789,69 €**	**-1 179,24 €**	**12 040,28 €**	**0,00 €**	**112 866,10 €**
Résultat cumulé budgétaire fonctionnement	**4 041 388,12 €**	**1 580 789,69 €**	**-1 179,24 €**	**12 040,28 €**	**0,00 €**	**112 866,10 €**
Resultat cumulé budgétaire de cloture I + F	**4 703 037,74 €**	**2 362 615,18 €**	**-79 879,78 €**	**-1 241 877,86 €**	**-300 000,00 €**	**306 679,71 €**
deficit /RRF	19,21%	259,80%	-7,55%	-75,91%	-100,00%	32,03%

Le budget principal est excédentaire en section de fonctionnement et déficitaire en investissement, le résultat cumulé de clôture est positif de 4 703 038 **€**.

Le résultat cumulé de clôture du budget bâtiments est également positif de même que pour le tourisme, malgré un résultat comptable négatif en section de fonctionnement lié au transfert d'une partie de la taxe de séjour en section d'investissement pour les travaux de la piste cyclable Lorquin - Hattigny.

Les budgets transport, zones et ZAC ont un résultat cumulé de clôture négatif lié au déficit de leur section d'investissement.

A noter que le budget transport est quasi à l'équilibre en section de fonctionnement sans subvention du budget principal.

CA Prévisionnels 2023

	SPAC	SPANC	GEMAPI	PEPINIERE	TOTAL
Investissement					
Titres	5 682 543,16 €	2 190,00 €	232 408,68 €	97 122,19 €	11 069 390,20 €
Mandats	7 461 537,63 €	0,00 €	178 813,98 €	63 589,35 €	13 007 414,37 €
Solde d'execution comptable	**-1 778 994,47 €**	**2 190,00 €**	**53 594,70 €**	**33 532,84 €**	**-1 938 024,17 €**
solde N-1 reporté (R001)	*3 919 758,15 €*	*-5 555,66 €*	*-137 182,06 €*	*-7 013,81 €*	*5 755 076,87 €*
Solde d'execution cumulé	**2 140 763,68 €**	**-3 365,66 €**	**-83 587,36 €**	**26 519,03 €**	**3 817 052,70 €**
RAR Dépenses	**4 860 328,93 €**	**0,00 €**	**0,00 €**	**10 000,00 €**	**7 748 008,93 €**
RAR Recettes	**2 993 768,83 €**	**0,00 €**	**0,00 €**	**0,00 €**	**4 122 876,83 €**
Dont Emprunt					
Besoin de financement cumulé	**-274 203,58 €**	**3 365,66 €**	**83 587,36 €**	**-16 519,03 €**	**-191 920,60 €**
Solde d'exécution budgétaire	**274 203,58 €**	**-3 365,66 €**	**-83 587,36 €**	**16 519,03 €**	**191 920,60 €**
Fonctionnement					
Titres	6 860 343,62 €	60 077,08 €	1 099 128,74 €	319 822,25 €	37 064 279,16 €
Mandats	6 561 715,89 €	68 164,75 €	993 660,54 €	372 351,19 €	36 157 419,37 €
Résultat comptable	**298 627,73 €**	**-8 087,67 €**	**105 468,20 €**	**-52 528,94 €**	**906 859,79 €**
solde N-1 reporté (R002)	*665 236,89 €*	*6 871,63 €*	*289 377,87 €*	*0,00 €*	*6 196 539,81 €*
Résultat cumulé fonctionnement	**963 864,62 €**	**-1 216,04 €**	**394 846,07 €**	**-52 528,94 €**	**7 103 399,60 €**
Résultat cumulé budgétaire fonctionnement	**963 864,62 €**	**-1 216,04 €**	**394 846,07 €**	**-52 528,94 €**	**7 103 399,60 €**
					0,00 €
Resultat cumulé budgétaire de cloture I + F	**1 238 068,20 €**	**-4 581,70 €**	**311 258,71 €**	**-36 009,91 €**	**7 295 320,20 €**
deficit /RRF	18,05%	-7,63%	28,32%	-11,26%	**19,68%**

Le budget Assainissement collectif est déficitaire en section d'investissement mais reste excédentaire en cumulé du fait du déblocage en 2022 de l'emprunt de 7 000 000 €.
La section de fonctionnement est excédentaire sur l'année.
Le résultat cumulé de clôture est positif de 1 238 068 **€.**

Le résultat cumulé de clôture est négatif pour le budget SPANC.

Le budget GEMAPI reste excédentaire au cumul, malgré une section d'investissement toujours déficitaire.

Le budget pépinière est excédentaire en section d'investissement, les amortissements couvrant pas le montant des travaux réalisés. La section de fonctionnement est déficitaire.
Le résultat cumulé de clôture est négatif de 36 010 **€.**

Tous budgets cumulés, nous constatons un solde d'exécution positif de 3 817 053 **€** en section d'investissement. Ce solde est réduit à 191 921 € par les restes à réaliser.
Le cumul des sections de fonctionnement est nettement positif pour arriver à un résultat cumulé de clôture de 7 295 320 **€** soit près de 20 % des recettes de fonctionnement.

Zoom sur le budget assainissement collectif

FONCTIONNEMENT

	2020	2021	2022	2023
Dépenses de fonctionnement (1)	**2 882 631,42 €**	**3 098 205,10 €**	**3 044 554,34 €**	**3 843 555,54 €**
Achats et charges externes (011)	**1 447 580,43 €**	**1 576 466,12 €**	**1 491 183,97 €**	**2 025 809,74 €**
Frais de personnel	**891 451,61 €**	**899 384,69 €**	**944 914,97 €**	**1 019 181,99 €**
Charges financières	**424 803,72 €**	**392 498,96 €**	**409 390,76 €**	**616 014,32 €**
Atténuations de produits	**85 717,00 €**	**110 125,27 €**	**124 608,57 €**	**148 842,35 €**
Autres dépenses de fonctionnement	**33 078,66 €**	**119 730,06 €**	**74 456,07 €**	**33 707,14 €**
Recettes de fonctionnement (2)	**4 524 394,40 €**	**4 864 080,41 €**	**4 951 152,48 €**	**5 584 496,63 €**
Subventions reçues et participations	**70 025,10 €**	**63 641,24 €**	**73 049,90 €**	**322 296,25 €**
Redevance d'assainissement collectif	**3 561 191,97 €**	**3 641 481,76 €**	**3 944 111,49 €**	**3 932 964,26 €**
Autres redevances et produits, prestations	**792 631,99 €**	**1 077 937,36 €**	**838 850,85 €**	**1 071 824,85 €**
Autres recettes de fonctionnement	**100 545,34 €**	**81 020,05 €**	**95 140,24 €**	**257 411,27 €**
Épargne brute (3) = (2) - (1)	**1 641 762,98 €**	**1 765 875,31 €**	**1 906 598,14 €**	**1 740 941,09 €**
Épargne nette = (3) - (8)	**597 381,60 €**	**596 427,57 €**	**645 515,21 €**	**231 905,16 €**
Ratios				
Taux d'épargne brute = (3) / (2)	**36,29%**	**36,30%**	**38,51%**	**31,17%**
Taux d'épargne nette = [(3) - (8)] / (2)	**13,20%**	**12,26%**	**13,04%**	**4,15%**
Taux d'endettement = (12) / (2)	**367%**	**389%**	**496%**	**413%**
Capacité de désendettement = (12) / (3)	**10,1**	**10,7**	**12,9**	**13,3**

Après une légère augmentation en 2022, le niveau de l'épargne brute se dégrade ne 2023.

Le niveau de l'épargne nette se dégrade encore plus nettement pour arriver à un taux en dessous des 5% ce qui démontre bien le poids de la dette. Entre 2020 et 2022 l'épargne brute progresse alors que l'épargne nette diminue.

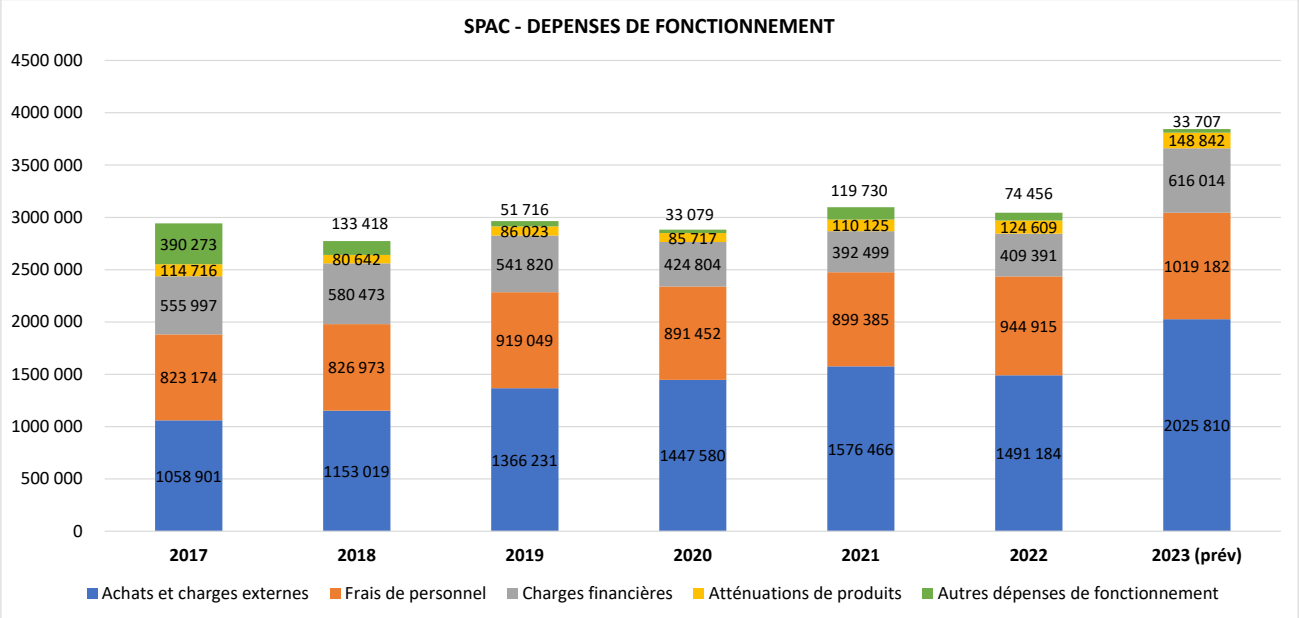
INVESTISSEMENT

	2020	2021	2022	2023
Épargne brute (3) = (2) - (1)	**1 641 762,98 €**	**1 765 875,31 €**	**1 906 598,14 €**	**1 740 941,09 €**
Épargne nette = (3) - (8)	**597 381,60 €**	**596 427,57 €**	**645 515,21 €**	**231 905,16 €**
Dépenses d'investissement hors remboursemer	**6 409 529,88 €**	**3 668 265,80 €**	**3 961 960,35 €**	**4 500 234,31 €**
Dépenses d'équipement	**6 319 333,18 €**	**3 579 966,46 €**	**3 134 244,55 €**	**4 375 449,28 €**
20. Immobilisations incorporelles.		78 259,92 €	60 051,41 €	57 287,44 €
21. Immobilisations corporelles.		22 389,07 €	100 729,98 €	101 176,36 €
23. Immobilisations en cours.		3 479 317,47 €	2 973 463,16 €	4 216 985,48 €
Subventions d'équipement versées	**0,00 €**	**0,00 €**	**0,00 €**	**0,00 €**
Autres dépenses d'investissement	**90 196,70 €**	**88 299,34 €**	**827 715,80 €**	**124 785,03 €**
Recettes d'investissement hors emprunts (5)	**741 065,34 €**	**2 925 371,59 €**	**2 353 854,00 €**	**2 822 210,44 €**
Dépenses totales hors remboursements (6) = (1) + (4)	**9 292 161,30 €**	**6 766 470,90 €**	**7 006 514,69 €**	**8 343 789,85 €**
Recettes totales hors emprunts (7) = (2) + (5)	**5 265 459,74 €**	**7 789 452,00 €**	**7 305 006,48 €**	**8 406 707,07 €**
Capacité ou besoin de financement = (7) - (6)	**-4 026 701,56 €**	**1 022 981,10 €**	**298 491,79 €**	**62 917,22 €**
Remboursements de dette (8)	1 044 381,38 €	1 169 447,74 €	1 261 082,93 €	1 509 035,93 €
Emprunts (9)	2 100 000,00 €	3 500 000,00 €	7 000 000,00 €	0,00 €
GAD	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
Flux net de dette = (9) - (8)	**1 055 618,62 €**	**2 330 552,26 €**	**5 738 917,07 €**	**-1 509 035,93 €**
Dépenses totales (10) = (6) + (8)	10 336 542,68 €	7 935 918,64 €	8 267 597,62 €	9 852 825,78 €
Recettes totales (11) = (7) + (9)	7 365 459,74 €	11 289 452,00 €	14 305 006,48 €	8 406 707,07 €
Variation du fonds de roulement = (11) - (10)	**-2 971 082,94 €**	**3 353 533,36 €**	**6 037 408,86 €**	**-1 446 118,71 €**
Dette au 31 décembre (12) (d)	**16 610 799,38 €**	**18 907 276,73 €**	**24 572 510,43 €**	**23 081 979,68 €**
Ratios				
Taux d'épargne brute = (3) / (2)	**36,29%**	**36,30%**	**38,51%**	**31,17%**
Taux d'épargne nette = [(3) - (8)] / (2)	**13,20%**	**12,26%**	**13,04%**	**4,15%**
Taux d'endettement = (12) / (2)	**367%**	**389%**	**496%**	**413%**
Capacité de désendettement = (12) / (3)	**10,1**	**10,7**	**12,9**	**13,3**

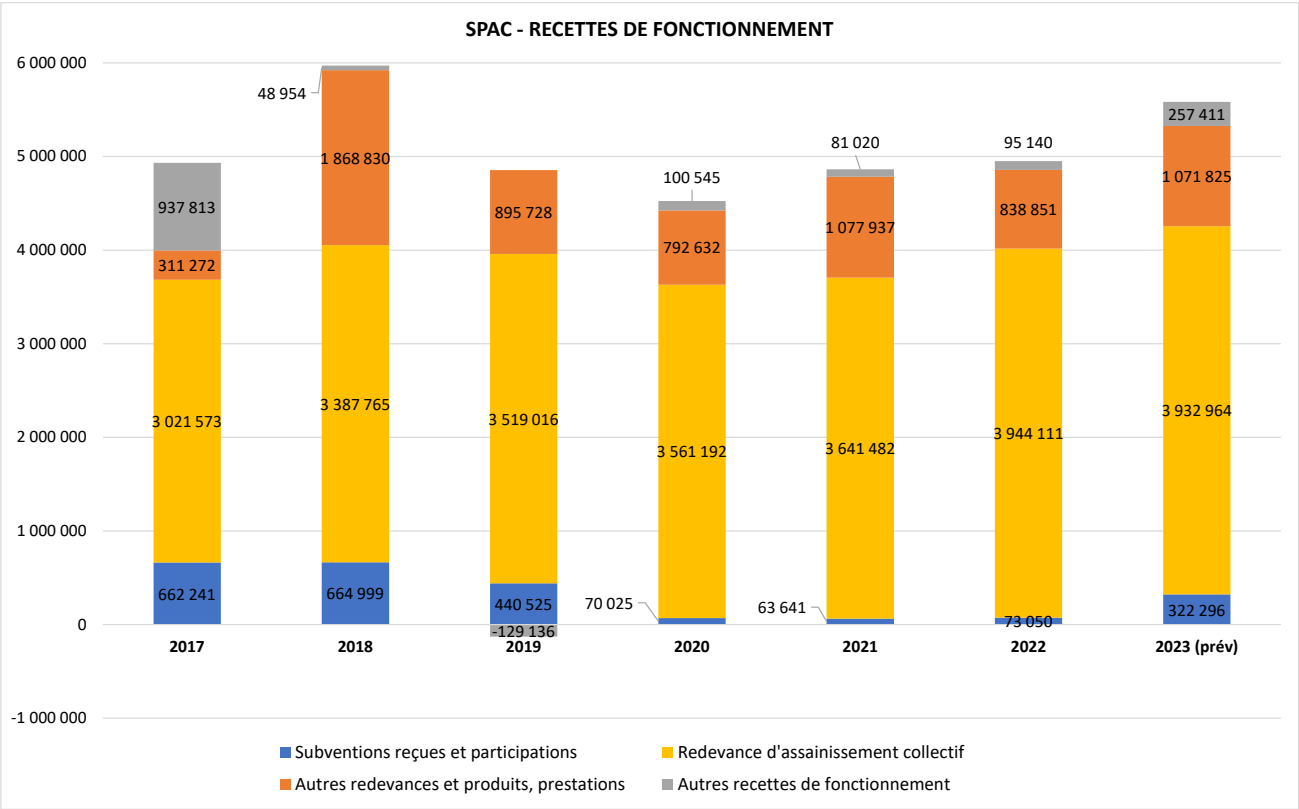
La capacité de financement est quasiment nulle en 2023 et le remboursement de la dette dégrade le fonds de roulement de près d'1,5 Millions €.
Le taux d'endettement diminue en 2023 mais reste très élevé.
La capacité de désendettement ne cesse d'augmenter et dépasse les 13 années.

Ce taux d'endettement ne devrait pas augmenter en 2024.

Les graphiques ci-dessous donnent une vision synthétique de l'évolutions des principaux postes de dépenses et de recettes de fonctionnement du budget assainissement collectif.

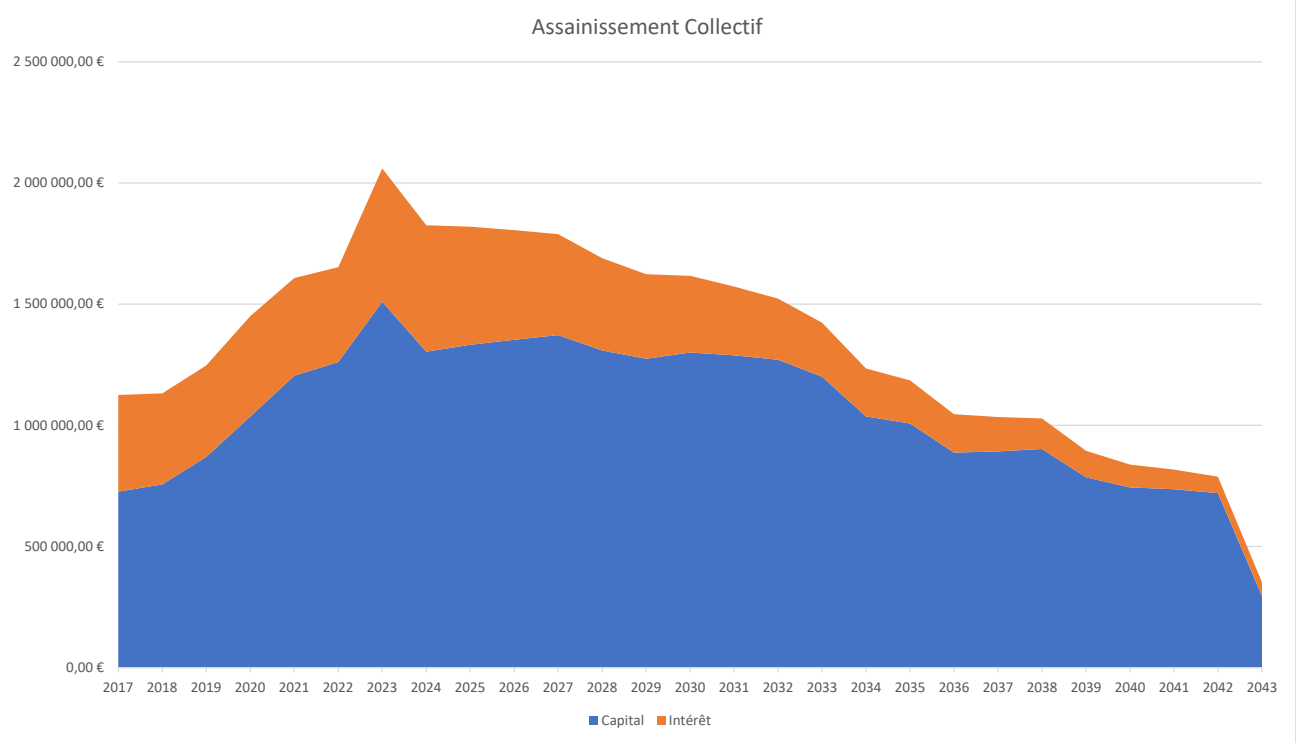


Les charges externes sont en nette hausse principalement due à la hausse du coût de l'énergie.
Les charges financières sont à la hausse du fait du nouvel emprunt et de l'augmentation du taux du livret A.



Nette prépondérance des redevances d'assainissement.
On remarquera le versement d'une subvention du budget principal à hauteur de 200 000 € ainsi que de la participation « eaux pluviales » qui passe à 500 000 € en 2023.
Le pic des autres redevances et produits de 2018 est lié à l'effet combiné de la mise en place du versement « pluvial » et de la facturation des PAC de l'ex CCES.

Pour compléter l'analyse, voici également les remboursements annuels du budget assainissement sur la période 2017-2043.



On remarque ici le net impact de l'emprunt de 2022 sur les remboursements en 2023 qui dépasseront les 2 000 000 € (capital + intérêts). 3 emprunts arrivent en fin de vie en 2023 ce qui fera baisser nettement le besoin.
Ensuite, 2 paliers significatifs de l'ordre de 200 K€ sont à prévoir également, l'un en 2034 et l'autre en 2039, mais, en l'état actuel de la dette le besoin annuel restera très fort jusqu'en 2042.
L'évolution des taux du livret A est à surveiller.

- **Variation de la redevance d'assainissement**

Année	Nb. Foyers	Nb. M3	Redevance (€)	Ecart
2018	15 300	2 456 000	3 646 000	
2019	15 300	2 460 000	3 685 000	39 000
2020	15 593	2 368 000	3 561 000	-12 400
2021	16 015	2 100 000	3 577 000	16 000
2022	16 534	2 415 000	3 971 000	394 000
2023	17 025	2 252 000	3 994 000	23 000
2024	17 025	2 252 000	4 400 000	406 000
2025	17 025	2 252 000	4 570 000	170 000
2026	17 025	2 252 000	4 620 000	50 000
TOTAL				**1 098 000**

A consommation constante, la hausse progressive de la redevance sur les communes « historiques », les travaux sur les communes non encore desservies et la hausse tarifaire décidée en 2023 devraient faire augmenter la redevance de 650 **000 €** entre 2023 et 2026.

Charges de personnel

Les dépenses pour les frais de personnel en 2023 sont supérieures aux prévisions budgétaires. Cette augmentation a plusieurs origines dont la revalorisation du point d'indice de 1,5 % au 1er juillet, l'augmentation du SMIG de 2,2 % au 1er mai, le paiement des jours de CET pour certains agents, les participations de la CCSMS au risques santé et prévoyance, la révision des grilles indiciaires des agents de catégorie C au 1er juillet, la prolongation des contrats de 3 agents en CDD, les absences pour maladie de plusieurs agents, …

Répartion des charges de personnel 2023 entre budgets

	BP	SPAC	SPANC	BATIMENTS	ZA	TRANSPORT	TOURISME	GEMAPI	PEPINIERE	MISES A DISPOSITION	TOTAL	TOTAL BA
Budget 2023	1 679 880 €	990 000 €	68 000 €	170 000 €	0 €	20 000 €	400 000 €	140 000 €	150 000 €	34 151 €	**3 652 031 €**	1 972 151 €
Réel au 31/12/2023	1 753 272 €	990 654 €	72 327 €	176 007 €	0 €	20 048 €	419 389 €	147 429 €	157 606 €	37 875 €	**3 783 871 €**	2 021 335 €
Ecart en valeur	73 391 €	654 €	4 327 €	6 007 €	0 €	48 €	19 389 €	7 429 €	7 606 €	3 724 €	**122 575 €**	49 184 €
Ecart en %	**4,4%**	**0,1%**	**6,4%**	**3,5%**	**0,0%**	**0,2%**	**4,8%**	**5,3%**	**5,1%**	**10,9%**	**3,4%**	2,5%
Montant à répartir sur chaque BA		**990 000 €**	**68 000 €**	**170 000 €**	**0 €**	**20 000 €**	**400 000 €**	**140 000 €**	**150 000 €**	**34 151 €**		**1 972 151 €**
Reste à charge sur le BP	**1 811 720 €**											

Effectifs	BP	SPAC	SPANC	BATIMENTS	ZA	TRANSPORT	TOURISME	GEMAPI	PEPINIERE	MISES A DISPOSITION	TOTAL	TOTAL BA
EPT Budget	38,00	20,00	1,70	3,92	0,00	0,46	9,00	2,70	3,50	1,00	**80,28**	42,28
ETP Réel	38,24	20,43	2,00	4,08	0,00	0,46	9,92	3,20	3,46	1,00	**82,79**	44,55
Ecart ETP	0,24	0,43	0,30	0,16	0,00	0,00	0,92	0,50	-0,04	0,00	**2,51**	2,27

ETAT DU PERSONNEL AU 31/12/2023
85400 - COMMUNAUTE DE COMMUNES DE SARREBOURG MOSELLE SUD — 1/1

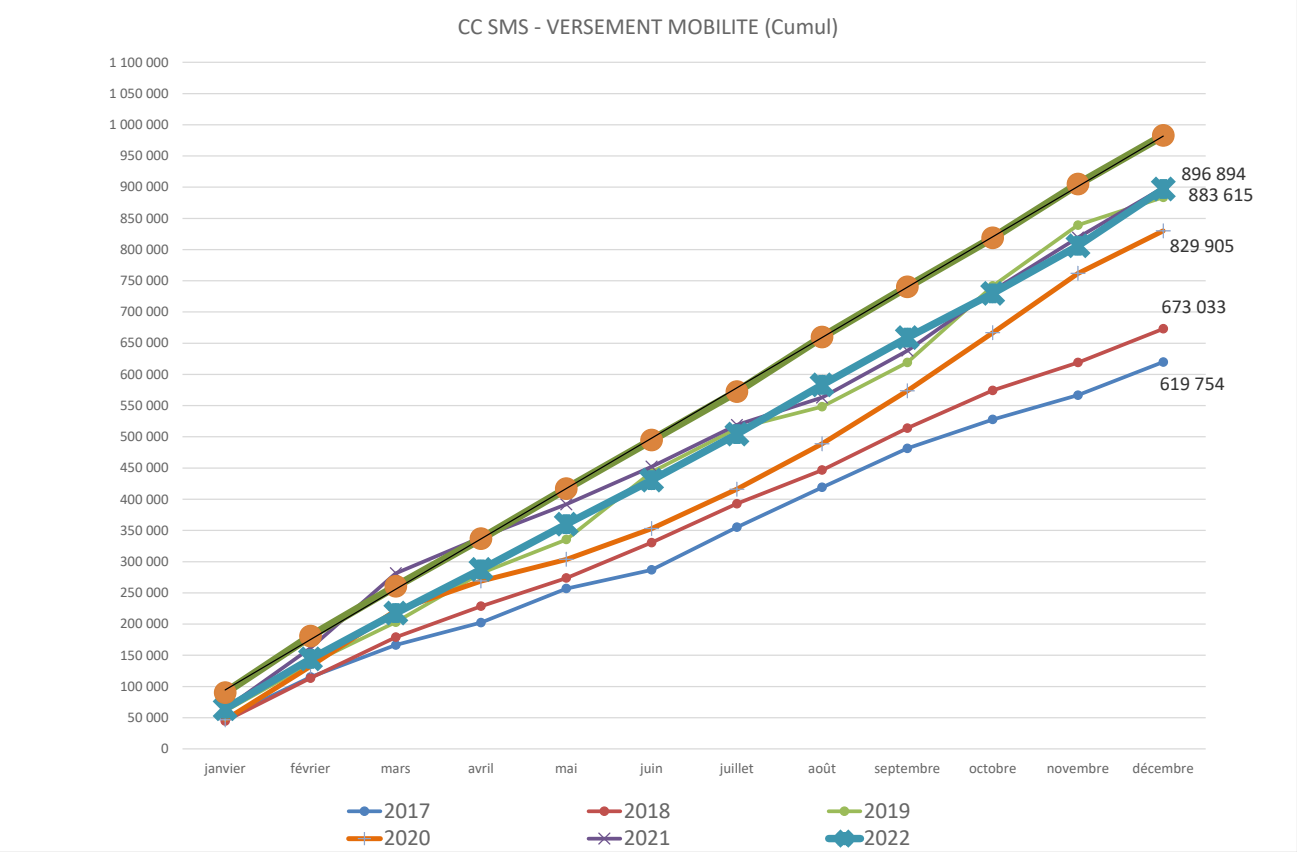
GRADES OU EMPLOIS	CATEGORIES	EMPLOIS BUDGETAIRES			EFFECTIFS POURVUS SUR EMPLOIS BUDGETAIRES EN ETPT		
		EMPLOIS PERMANENTS A TEMPS COMPLET	EMPLOIS PERMANENTS A TEMPS NON COMPLET	TOTAL	AGENTS TITULAIRES	AGENTS NON TITULAIRES	TOTAL
(a)		0.00	0.00	0.00	0.00	20.00	20.00
		0.00	0.00	0.00	0.00	20.00	20.00
FILIERE ADMINISTRATIVE (b)		31.86	1.25	33.11	16.60	16.51	33.11
Attaché	A	5.48	0.00	5.48	1.50	3.98	5.48
Attaché Principal	A	1.00	0.00	1.00	1.00	0.00	1.00
Rédacteur	B	7.69	0.80	8.49	1.90	6.59	8.49
Rédacteur Principal de 1ère Classe	B	1.00	0.00	1.00	1.00	0.00	1.00
Rédacteur Principal de 2ème Classe	B	2.14	0.45	2.59	1.59	1.00	2.59
Adjoint administratif territorial	C	7.44	0.00	7.44	4.80	2.64	7.44
Adjoint administratif territorial principal de 1èr	C	3.31	0.00	3.31	3.31	0.00	3.31
Adjoint administratif territorial principal de 2ém	C	3.80	0.00	3.80	1.50	2.30	3.80
FILIERE TECHNIQUE (c)		47.18	1.09	48.27	36.80	11.47	48.27
Ingénieur	A	7.25	0.00	7.25	2.25	5.00	7.25
Ingénieur Principal	A	1.80	0.00	1.80	1.80	0.00	1.80
Technicien	B	4.39	0.00	4.39	1.00	3.39	4.39
Technicien Principal de 1ère Classe	B	4.67	0.00	4.67	4.67	0.00	4.67
Technicien Principal de 2ème Classe	B	5.62	0.00	5.62	5.37	0.25	5.62
Adjoint technique territorial	C	8.75	1.09	9.84	8.76	1.08	9.84
Adjoint technique territorial principal de 1ère cl	C	1.95	0.00	1.95	1.95	0.00	1.95
Adjoint technique territorial principal de 2ème	C	5.25	0.00	5.25	3.50	1.75	5.25
Agent de Maitrise	C	3.00	0.00	3.00	3.00	0.00	3.00
Agent de Maitrise Principal	C	4.50	0.00	4.50	4.50	0.00	4.50
FILIERE MEDICO-SOCIALE (d)		0.50	0.91	1.41	1.41	0.00	1.41
Educateur de Jeunes Enfants	A	0.50	0.00	0.50	0.50	0.00	0.50
Agent social principal de 1ère classe	C	0.00	0.91	0.91	0.91	0.00	0.91
TOTAL GENERAL (a+b+c+d)		79.54	3.25	82.79	54.81	47.98	102.79

Les frais de personnel devraient encore progresser en 2024 suite à la nouvelle revalorisation des points d'indice, du retour de certains agent de congés pour maladie et la création de nouveaux postes éventuels.

Versement Transport

Contribution des entreprises de plus de 10 salariés (0.30 % de la masse salariale)

Le montant du versement transport est en progression par rapport à 2022 et il est nettement supérieur à celui de 2019.
L'impact de la crise du COVID a été compensé par les entreprises nouvelles (NORMA) et les régularisations sur certaines entreprises qui ne versaient pas de contribution ou encore qui versaient leur contribution sur le mauvais périmètre.

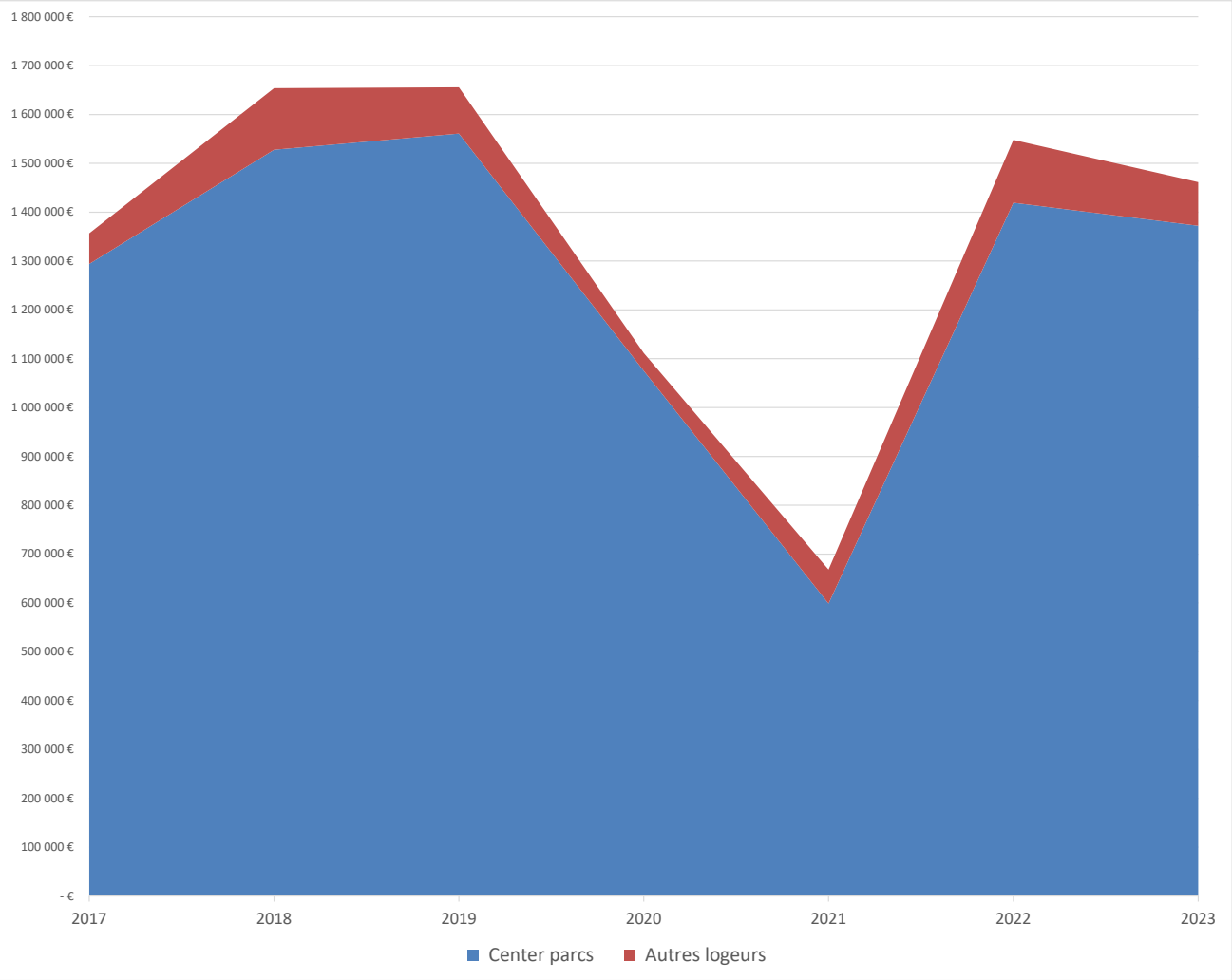


Le montant des recettes liées au versement transport en 2022 devrait s'élever à 1 025 **000 €** contre 1 000 000 € au budget et 981 000 € en 2022 mais bénéficiant de plusieurs versements de rattrapage.

Taxe de Séjour

Les recettes de taxe de séjour sont quasiment au niveau ce celles d'avant COVID, m les recettes de Center Parcs sont encore en deçà.
A noter la progression des autres logeurs en particulier des plateformes de réservation.

		Center parcs			Autres logeurs			Ensemble		
Exercice	Trimestre	**Total collecté**	Part CC	Part additionnelle	**Total collecté**	Part CC	Part additionnelle	**Total collecté**	Part CC	Part additionnelle
Sous total budget 2016 CC2S		**795 480 €**	**723 164 €**	**72 316 €**	**- €**	**- €**	**- €**	**795 480 €**	**723 164 €**	**72 316 €**
Sous total budget 2017 CCSM		**1 293 985 €**	**1 176 350 €**	**117 635 €**	**62 819 €**	**58 547 €**	**4 272 €**	**1 356 804 €**	**1 234 897 €**	**121 907 €**
Sous total budget 2018 CCSM		**1 527 862 €**	**1 388 965 €**	**138 897 €**	**125 963 €**	**114 512 €**	**11 451 €**	**1 653 824 €**	**1 503 477 €**	**150 348 €**
Sous total budget 2019 CCSM		**1 560 996 €**	**1 419 087 €**	**141 909 €**	**94 611 €**	**86 010 €**	**8 601 €**	**1 655 606 €**	**1 505 097 €**	**150 510 €**
Sous total budget 2020 CCSM		**1 075 391 €**	**977 628 €**	**97 763 €**	**36 237 €**	**32 943 €**	**3 294 €**	**1 111 628 €**	**1 010 571 €**	**101 057 €**
Sous total budget 2021 CCSM		**598 725 €**	**544 296 €**	**54 430 €**	**69 556 €**	**63 233 €**	**6 323 €**	**668 281 €**	**607 528 €**	**60 753 €**
Sous total budget 2022 CCSM		**1 419 234 €**	**1 290 213 €**	**129 021 €**	**128 789 €**	**117 081 €**	**11 708 €**	**1 548 023 €**	**1 407 294 €**	**140 729 €**
Sous total budget 2023 CCSM		**1 372 330 €**	**1 247 573 €**	**124 757 €**	**89 120 €**	**81 018 €**	**8 102 €**	**1 461 450 €**	**1 328 591 €**	**132 859 €**



Fiscalité

Les recettes fiscales de la CC SMS sont en ligne avec les prévisions et en hausse également par rapport à 2022 de 6,9%.
Nette progression de la TASCOM qui revient quasiment à son niveau de 2018 et 2019, la CFE progresse conformément aux prévisions.
On peut toutefois noter le niveau de compensation de la CVAE inférieur aux prévisions et la progression constante de l'IFER.

SUIVI DES PRODUITS FISCAUX DE LA CC SMS

24/01/2024

	2017 (Réel Etat 1386)	2018 (Réel Etat 1386)	2019 (Réel Etat 1386)	2020 (Réel Etat 1386)	2021 (Réel Etat 1386)	2022 (Réel Etat 1386)	Etat 1259 2023	2023 (Réel Etat 1386)	Evolution 2022 / 2023
TH	1 354 339	1 376 976	1 415 831	1 433 556	133 366	137 648	147 428	153 329	7,11%
CPS TH	353 896	366 258	381 971	403 563	1 715 343	1 881 171	1 976 392	1 931 796	5,06%
TFB	831 372	848 323	867 164	886 045	891 488	920 517	973 730	975 407	5,78%
TFNB	186 239	188 652	192 154	194 798	213 571	221 861	236 824	230 187	6,74%
TAFNB	49 215	50 268	49 894	49 607	49 143	56 721	56 313	56 977	-0,72%
CPS TF	344	32	275	315	54 493	83 757	59 893		-28,49%
CFE	3 992 775	4 159 989	4 246 770	4 280 852	3 568 366	3 749 610	3 920 580	3 926 690	4,56%
CPS CFE	0	657	45 094	49 970	936 159	967 290	1 110 107	1 169 667	14,76%
TASCOM	1 049 548	970 430	954 449	855 590	815 195	914 350	887 855	957 818	-2,90%
CVAE	2 629 339	2 582 102	2 508 630	2 397 049	2 436 311	2 284 205	*2 640 860*	*2 580 634*	15,61%
IFER	466 997	467 644	484 688	519 052	558 399	587 795	613 074	640 299	4,30%
IFER sur les éoliennes terrestres	*82 880*	*83 664*	*84 784*	*85 680*	*86 240*	*87 584*	*91 351*	*91 392*	
IFER sur la production d'électricité ph	*10 492*	*10 590*	*10 733*	*10 845*	*24 762*	*25 146*	*26 228*	*26 239*	
IFER sur les transformateurs électriqu	*235 054*	*237 406*	*240 492*	*242 896*	*244 356*	*248 022*	*258 688*	*258 690*	
IFER sur les stations radioélectriques	*136 789*	*134 186*	*146 857*	*177 795*	*201 194*	*225 169*	*234 852*	*262 024*	
IFER sur les canalisations de gaz	*1 782*	*1 798*	*1 822*	*1 836*	*1 847*	*1 874*	*1 955*	*1 954*	
TOTAL Fiscalité	**10 914 064**	**11 011 331**	**11 146 920**	**11 070 397**	**11 371 834**	**11 804 925**	**12 623 056**	**12 622 804**	**6,93%**
Sous-total fiscalité pro	***8 138 659***	***8 180 822***	***8 239 631***	***8 102 513***	***8 314 430***	***8 503 250***	***9 172 476***	***9 275 108***	***7,87%***

SUIVI DES DOTATIONS

	CA 2020	CA 2021	CA 2022	Prévisionnel 2023	CA 2023	Evolution 2022 - 2023
Dotation d'intercommunalité	669 081 €	650 225 €	716 515 €	790 673 €	714 243 €	-0,3%
Dotation de compensation des groupements de	1 278 991 €	1 253 802 €	1 226 299 €	1 200 000 €	1 219 179 €	-0,6%
	1 948 072 €	**1 904 027 €**	**1 942 814 €**	**1 990 673 €**	**1 933 422 €**	**-0,5%**

Les dotations sont en baisse en 2023 de 0,5 % au global.
La dotation d'intercommunalité est nettement inférieure aux prévisions.

Question

ELÉMENTS DÉJÀ CONNUS VENANT IMPACTER LES BUDGETS 2024

Il s'agit ici de chiffrer, en positif comme en négatif, tout ce qui est déjà connu pour 2024 : réformes et modifications législatives, engagements déjà pris (délibérations) au sujet de projets, de fiscalité, etc…

Fiscalité

- **La revalorisation forfaitaire des valeurs locatives** servant au calcul des bases d'imposition des taxes locales pour 2024 dépend de l'évolution de l'inflation (IPCH) constatée entre novembre n-2 (2022) et novembre n-1 (2023).

*Pour 2024, la revalorisation forfaitaire des valeurs locatives serait de **+3,9 %** (contre +7,1 % en 2022).*
Pour les locaux professionnels et commerciaux l'augmentation dépendra de l'évolution des loyers constatés dans chaque catégorie et par secteur au niveau départemental.
(la révision des valeurs locatives des locaux professionnels est repoussée à 2025)

- **L'évolution prévisionnelle de la TVA pour 2024** revêt une grande importance puisque de cette évolution dépendra l'augmentation des fractions de TVA octroyées aux EPCI et aux départements dans le cadre de la réforme de la fiscalité locale.

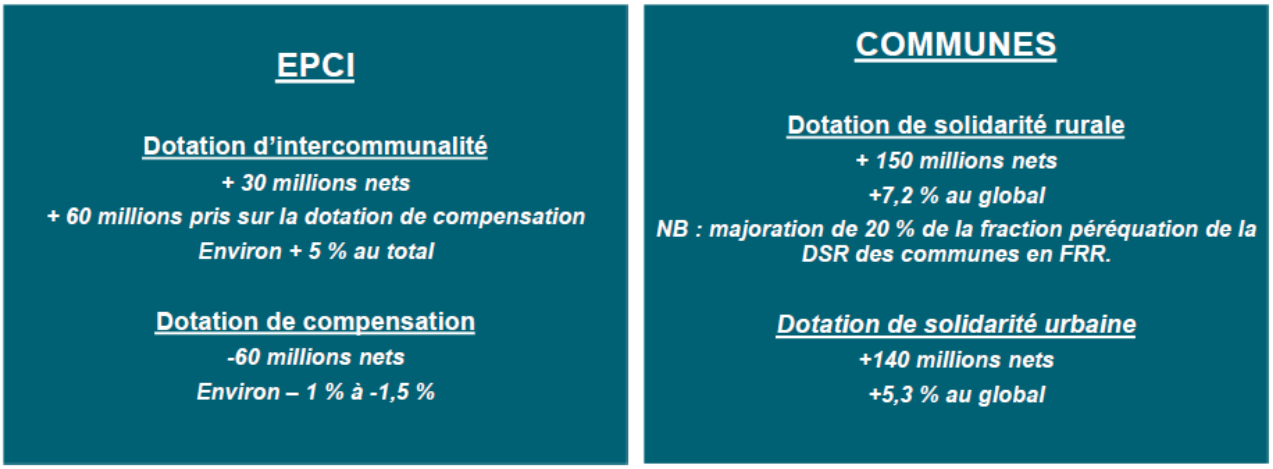
L'état prévoit de majorer de 5 % le montant de la fraction de TVA à reverser aux collectivités locales en 2024 contre 6,5% en 2023.

La suppression en 2 temps de la CVAE

- *Réduction de la moitié du produit de la CVAE sur les entreprises en 2023*
- *Suppression totale de la CVAE en 2024*
- *Compensation par une faction de TVA :*
  - *1 part fixe égale à la moyenne des produits de CVAE + compensations de 2020, 2021, 2022*
  - *1 part liée au dynamisme du territoire dont les modalités de calcul ne sont pas encore déterminées*

Dotations

La DGF augmentera de **320 millions d'euros** en 2024, comme en 2023 mais avec des modalités différentes :



Energie

L'augmentation des coût énergétiques, en particulier celle de l'électricité aura encore des impacts sur tous les budgets, en particulier sur celui de l'assainissement.
Dans le cadre du nouveau marché souscrit à compter du 1er janvier 2024 les nouveaux tarifs pour l'année 2024, englobant l'acheminement et les taxes, enregistrent une **baisse estimée de 45% par rapport aux tarifs du marché groupé de 2023.**

Les impacts de « l'amortisseur électrique » seront à surveiller de très près.

PROJETS DEJA ENGAGES

Contributions aux organismes

Pour une contribution supplémentaire de 80 K€ au Syndicat des Grands Horizons a été versée en 2022, un nouvel appel de fonds de la SEBL da eu lieu en 2023 à hauteur de 200 000 € soit 160 000 € pour la CCSMS un nouvel appel de fonds de 200 000 € est prévu en 2024.

Le dispositif d'aide à l'immobilier d'entreprise engagé avec le Département en 2021, reconduit en 2022 a été reconduit, 12 000 € ont été versés à ce jour. L'enveloppe CCSMS était estimée à 100 000 €.

Des contributions complémentaires ont été demandées par le PETR pour le Plan Alimentaire Territorial ainsi que pour la réserve de biosphère pour un montant total de 94 000 €.
Les montants pour 2024 ne sont pas arrêtés à ce jour.

Etudes et recherches

Les différentes études actuellement engagées (PLH, PCAET, ECOMOBILITE, …) vont générer un surcoût sur 2024 et la mise en œuvre de plans d'actions sont à prévoir.
De nouvelles études vont avoir lieu dans le cadre du COT (Convention d'Objectif Territorial) ainsi que pour le développement de panneaux photovoltaïques sur les zones.

Contribution au SDIS

Augmentation de 4,9 % en 2024.

Subventions aux budgets annexes

- Tourisme 950 000 €
- Assainissement 200 000 €
- Transport 200 000 €
- Pépinière 200 000 €

Frais de personnel

L'augmentation du point d'indice, le retour d'agent qui étaient en arrêt pour maladie, le versement de la prime au pouvoir d'achat et l'augmentation du tarif de l'assurance du personnel génèrent une hausse de 9 % des frais de personnel.
Les différentes créations de postes envisagées (Plan herbe, grands projets, rejets industriels, fontainier, …) devraient encore faire progresser les dépense de plus de 90 000 €.

Fonds de concours aux communes

A ce jour 246 000 € ont été versés aux communes, les dossiers en cours représentent 434 000 €.

Extension du siège aux Terrasses de la Sarre

Les travaux sont achevés mais des travaux sont prévus pour la réorganisation de l'accueil du PETR pour 75 000 €.

TRES HAUT DEBIT

La reprise et la remise en état du réseau de l'ex CC des 2 SARRES a démarré en 2020, un 1er acompte de 775 000 € a déjà été versé.
La DSP avec XpFibre a pris fin le 9 novembre 2022, des négociations sont actuellement en cours pour définir le montant à verser au délégataire.
Le solde à verser devrait s'élever à 1 225 000 € + 150 000 € pour la reprise des actifs.

Coût total ex CC2S : 2 150 000 € (580 € / prise)

Le retour financier de Moselle Fibre pour est passé à 12 € par prise soit 292 400 €, hors communes des 2 SARRES.

Faïencerie de Niderviller

Le solde des versements devrait être sollicité par l'EPFGE en 2024 (230 000 €).
Les travaux d'aménagement du parc vont débuter en 2024, montant prévu 171 000 €.

Véhicules

L'acquisition d'un nouveau véhicule pour l'extension du périmètre du portage de repas est prévue, ainsi que pour le RPE.

RHI

La mise aux normes du système d'assainissement sur le site de relogement temporaire est estimée à 150 000 €.

AAP « Vélo »

Le démarrage de l'opération est estimé à 831 000 € sur 2024.

Friche militaire de Réding

- Acquisition foncière → 71 000 €
- VRD en vue de la cession → 850 000 €

Piste cyclable de Berthelming

Travaux prévus à hauteur de 900 000 €

Acquisition du « CASINO »

L'acquisition du bâtiment appartenant au conseil de fabrique de Sarrebourg a été réalisée en 2023 pour 290 000 €, des travaux sont prévus pour 300 000 €.

Maison de parentalité (RPE-LAP)

L'acquisition du bâtiment e les travaux devraient s'élever à 865 000 €.

Programme pluriannuel d'investissement (PPI) du budget assainissement

Dans le cadre du plan d'accélération de l'agence de l'eau un plan pluriannuel de travaux est prévu sur 2022, 2023 et 2024.
Le total des dépenses prévues s'élève à près de 14 000 000 € avec des aides estimées à environ 7 000 000 €, le solde à la charge de la CCSMS serait donc de 7 000 000 €.
Un emprunt a été souscrit à cet effet en 2022
En plus de l'achèvement des ouvrages d'assainissement sur les commune non desservies, ces travaux concernent également des reprises sur des réseaux existants pour l'élimination des eaux claires parasites.

Pour 2024 le montant des dépenses devrait s'élever à 4 200 000 €.

Ces dépenses viendront en complément des travaux d'entretien et de rénovations des réseau vétustes.

PROJECTION 2024

I.Projets financés par emprunt de 7 000 000

	DEPENSES					RECETTES				Subventions en attente de notification	EMPRUNT
PROJET	DEPENSES 2022-2023	RAR	2024	2025	total	RECETTES 2022-2023	RAR	2024	total	Agence	
BERTHELMING/ROMELFING	83 700	2 441 531	655 000		3 180 231	1 169 150	160 000	1 000 000	2 329 150		851 081
BETTBORN GOSSELMING	2 156 000	252 141	75 000		2 483 141	977 800	847 000		1 824 800		658 341
HARTZVILLER-3FTNES-WALSCHEID	40 000		50 000	2 350 000	2 440 000			1 010 000	1 010 000		1 430 000
RECHICOURT	486 000	65 000	962 000		1 513 000	288 800	347 000		635 800	480 000	397 200
ST QUIRIN-VASPERVILLER-(LETTENBACH)	221 000	352 089	35 000		608 089	102 100	43 800	0	145 900		462 189
ST QUIRIN	0		310 000		310 000			120 000	120 000		190 000
ABRESCHVILLER	26 000	3 700	950 000	950 000	1 929 700			559 000	559 000		1 370 700
BUHL	169 000	75 000	0		244 000	37 700	16 100	0	53 800		190 200
BATAVILLE			132 000		132 000				0		
REALISATION ELIMINATION ECP /7 COMMUNES	40 000	749 000	1 000		790 000	227 000	63 000	34 000	324 000		466 000
(HOMMARTING -PDW-BROUDER-NIDER-SARRALTROFF-VL-HILBESHEIM)											
Totaux	3 221 700	3 938 461	3 170 000	3 300 000	13 630 161	2 802 550	1 476 900	2 723 000	7 002 450	480 000	6 627 711
		7 108 461					4 199 900				

II.Opérations financées par l'autofinancement

	Réalisation 2023	Prévisionnel 2024
Op. - 0022018 REHABILITATION STEP ET POSTE DE RELEVAGE	148 356	265 643
Op. - 03518 MATERIEL D'EXPLOITATION	12 349	30 000
Op. - 03718 Mat. bureau et informatique	42 930	31 500
Op. - 03818 BATIMENT	11 780	25 100
Op. - 201711 EAUX USEES	164 007	153 000
Op. - 201712 EAUX PLUVIALES	30 805	252 000
Op. - 2022004 TRAVAUX REHABILITATION RESEAUX	299 435	346 000
Op. - 2022005 BRANCHEMENTS PARTIE PUBLIQUE	175 710	343 000
Op. - 2023001 SERVITUDES	33 657	100 000
total	**919 029**	**1 546 243**

Il est à noter que les recettes ne permettront pas d'équilibrer le budget en 2024 et le recours à l'emprunt pourrait être envisagé.

INVESTISSEMENT 2024 / BUDGET PREVISIONNEL SIMPLIFIE

OBJET	DEPENSES 2024	RECETTES 2024
Opérations financées par emprunts de 7 000 000	7 108 400,00	4 199 900,00
Autres opérations financés par emprunts anterieurs	271 000,00	426 420,00
Opérations autofinancées	1 546 000,00	79 000,00
Remboursement capital emprunt	1 400 000,00	
sous total 1	10 325 400,00	4 705 320,00
Excédent d'investissement		2 140 763,00
sous total 2	10 325 400,00	6 846 083,00
Autofinancement		1 500 000,00
sous total 3	10 325 400,00	8 346 083,00
DEFICIT		1 979 317,00

Budget Bâtiments

La création de la micro-crèche dans les locaux de l'ex CC2S est achevée, des travaux complémentaires sont à prévoir pour l'isolation extérieure à hauteur de 150 000 €.
Les travaux pour la filière laine vont être engagés pour un montant prévisionnel de 2 200 000 €, il y aura également encore des études complémentaires pour le lavage de la laine. Les travaux d'assainissement pour le site ont été estimés à 580 000 €.
L'acquisition de la ferme de St. Jean de Bassel auprès de l'EPFGE est à prévoir et des travaux complémentaires doivent être entrepris.

Budget Tourisme

Stabilité du budget de fonctionnement par rapport à 2023.
La piste cyclable « Center Parcs » devrait être achevée en 2024.
Réalisation d'une signalétique « Patrimoine » (100 000 €)

Budget GEMAPI

Les études et travaux prévus en 2023 ont pris beaucoup de retard suite aux difficultés rencontrées pour le montage des dossiers « lois sur l'eau » et seront reportés en 2024.
1 216 000 € d'études et 144 000 € de travaux prévus en 2024.

Budget SPANC

Uniquement des opérations pour le compte de tiers.
Les recettes ANC ne permettent pas de couvrir les frais de personnel.

Budget ZAC des Terrasses

Fin de concession au 31/12/2022.
Le solde de l'opération devrait s'élever à 1 686 000 € en faveur de la CCSMS.
La clôture du budget ZAC nécessitera cependant un nombre conséquent d'écritures et devra se faire par l'intermédiaire du budget principal.

Budget Pépinière d'Entreprises

Nouveau budget en 2021.
Travaux de bardage et de rénovation à prévoir en 2024.

Le programme EIT (Economie Inter-Territoriale) a été relancé en 2022, un chargé de mission EIT a été recruté.
Des animations et études sont prévues dans le cadre de l'EIT ainsi que pour l'appel à projet « CREA ». 90 000 € sont à prévoir avec d'importantes aides de l'ADEME et de la banque des territoires.

Le projet de transformation des chutes de cuir et de tissu a bien démarré et de nombreuses perspectives sont envisagées.

Pacte fiscal et financier

Une réflexion est actuellement en cours pour un transfert de certains équipements entre la ville de Sarrebourg et la CCSMS (centre aquatique, …) et le financement de ces derniers.
Cette opération nécessitera une révision du pacte fiscal et financier.

Arbitrages pour 2024 et années à venir

Orientations proposées lors de précédentes réunions (commissions, bureaux), à valider lors du BP 2024

Affectation de la taxe de séjour

Depuis 2011, la CC2S affectait une partie du produit de la taxe de séjour à son budget assainissement. D'abord de 350 000 €, l'affectation était passée à 500 000 € en 2015. La CCSMS a maintenu cette affectation en 2018, toujours à hauteur de 500 000 €.
En 2019 le montant affecté a été ramené à 300 000 €.
Les 350 000 € prévus en 2020 ont été annulés suite à la crise du COVID.
Aucun versement n'avait été prévu en 2021.
Les 200 000 € prévus en 2022 ont également été reportés, suite au déblocage anticipé de l'emprunt. Les 200 000 € prévus en 2023 ont bien été versés.
L'augmentation des tarifs décidée pour 2024 devrait générer 373 000 € de recettes supplémentaires en 2024 et 494 00 € en année pleine.
La question de l'affectation d'une partie du produit de la taxe de séjour au budget assainissement collectif peut donc à nouveau être posée.

Taux de fiscalité directe locale

Par délibération en date du 25 mars 2021, le Conseil Communautaire avait décidé d'une augmentation des taux de fiscalité locale de 6% pour le financement du remboursement de la dette liée au très haut débit.
Cette augmentation n'avait pas pu s'appliquer en totalité sur la Cotisation Foncière des Entreprises car cette dernière était plafonnée et l'augmentation sur cette taxe était limitée à 1,57%.
Une nouvelle augmentation de la CFE a été décidée en 2022 et 2023 et peut donc être également envisagée sur 2024.
Pour rappel, la CCSMS se situait au 21ème rang pour les taux de CFE appliqués dans l'ensemble des EPCI de Moselle.

COLLECTIVITE	FNB	FB	TH	CFE
CA de Forbach Porte de France	2,78	2,00	7,76	22,20
CA du Val de Fensch	9,87	1,03	8,92	22,14
CA Portes de France-Thionville	3,11	1,00	8,83	23,86
CA Saint-Avold Synergie	4,70	0,76	2,06	22,13
CA Sarreguemines Confluences	2,99	0,22	8,04	22,18
CC Bouzonvillois-Trois Frontières	14,60	5,00	7,99	20,11
CC de Cattenom et Environs	3,31	9,44	7,70	24,90
CC de Freyming-Merlebach	2,45	1,50	7,73	21,27
CC de l'Arc Mosellan	2,22	1,00	8,83	18,11
CC du District Urbain de Faulquemont	3,94	0,51	8,12	19,43
CC du Pays de Bitche	9,43	1,35	8,89	20,35
CC du Pays de Phalsbourg	7,14	1,08	1,63	21,82
CC du Pays Haut Val d'Alzette	4,17	1,20	9,25	25,37
CC du Pays Orne Moselle	5,24	1,98	1,87	22,84
CC du Saulnois	6,14	2,80	4,36	20,31
CC du Sud Messin	4,86	1,25	3,61	18,65
CC du Warndt	5,88	1,06	8,57	18,25
CC Haut Chemin-Pays de Pange	2,59	0,72	1,22	18,94
CC Houve-Pays Boulageois	3,05	1,32	8,65	18,90
CC Mad et Moselle	1,27	1,81	9,29	20,59
CC Rives de Moselle	1,53	0,11	7,69	18,80
CC Sarrebourg Moselle Sud	6,96	1,48	2,64	18,48
Metz Métropole	7,41	2,09	10,97	25,94
Rang CC SMS	**6**	**9**	**19**	**21**

Délégation de Service Public pour le Transport

Le contrat de concession pour le transport public signé avec la société KEOLIS prendra fin le 31 décembre 2024. Dans le cadre de son renouvellement, une réflexion sur une réorganisation du service doit être finalisée pour lancer un nouvel appel d'offre.
Une augmentation du taux permettrait d'accroître le périmètre desservi.

Bâtiment Office du Tourisme

Acquisition et démolition d'un bâtiment jouxtant l'office du tourisme actuel et construction d'un nouveau bâtiment.

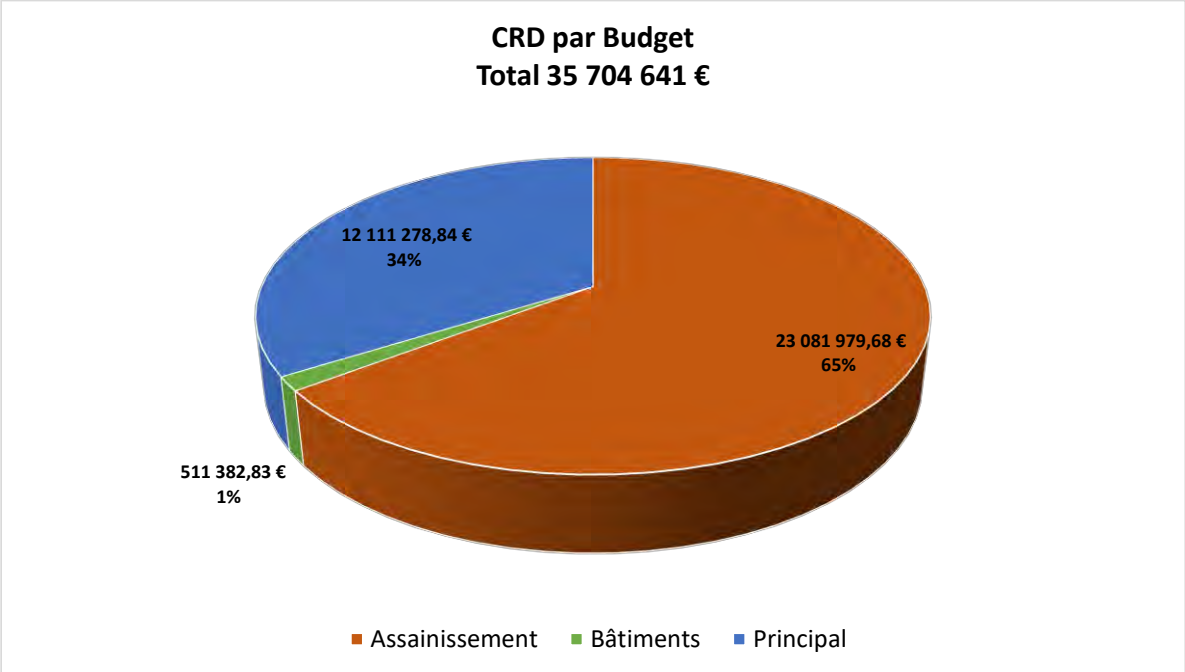
Redevance assainissement

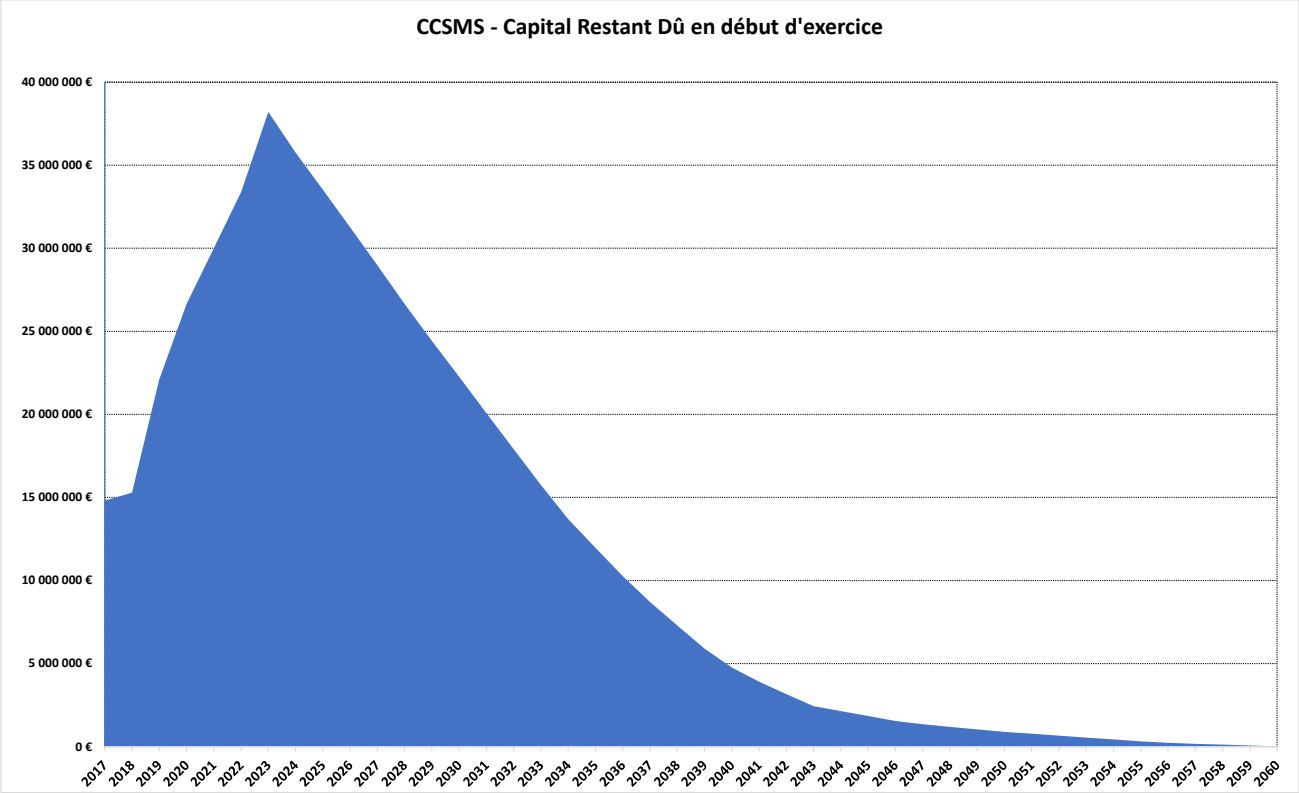
Actuellement la redevance pour l'assainissement payée par les usagers ne permet plus de couvrir le coût résiduel des travaux et l'augmentation des matières premières et surtout de l'énergie, malgré la hausse progressive de la redevance sur les communes « historiques ». Le niveau d'endettement du budget étant déjà très élevé et le restera encore pendant plus de 10 ans, le recours à l'emprunt sera difficile dans les années à venir et une augmentation de la redevance a été décidée en juin 2023.
Augmentation qui produira pleinement ses effets à compter de 2024.

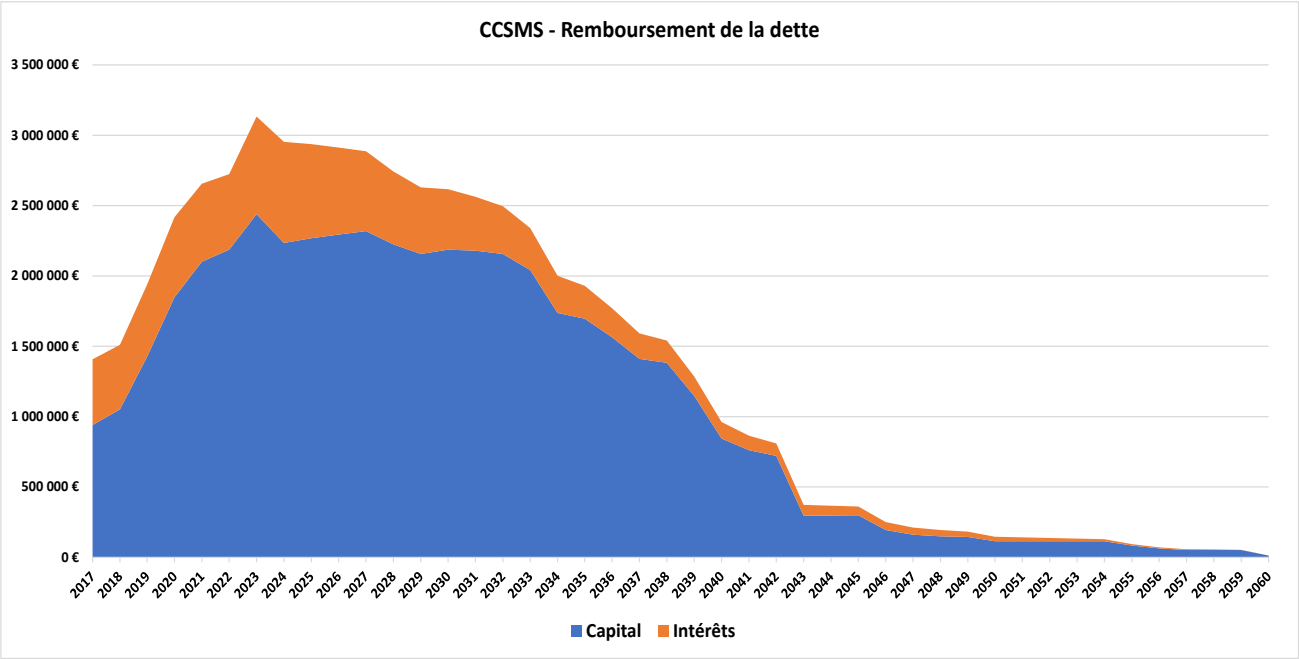
Emprunts

Les excédents reportés sur le budget principal devraient permettre de couvrir les besoins de financements de 2024 et donc d'éviter le recours à l'emprunt sur l'exercice à venir. Le recours à l'emprunt pourrait-être nécessaire pour équilibrer le budget assainissement.

Ci-dessous la répartition de la dette par budget au 1er janvier 2024, l'état de la dette ainsi que les remboursements annuels cumulés.







*****

FIN DE DOCUMENT